

Rapport de redevabilité 2020

des engagements de développement durable en Gironde

Adopté par l'assemblée plénière lors du débat d'orientations budgétaires le 7 décembre 2020



Nous prenons conscience un peu plus chaque jour, au fil de l'actualité et des rapports scientifiques, que nos activités humaines, nos modes de vie et de consommation, ont un impact néfaste sur la planète et l'humanité toute entière.

Ces bouleversements à l'échelle mondiale ont des conséquences concrètes en Gironde, que nous mesurons déjà au travers de la disparition de la biodiversité, de la répétition des épisodes de canicule et des feux de forêts, de la pollution des cours d'eau ou de la prolifération d'espèces invasives, entre autres exemples.

Avec la crise sanitaire que nous traversons, mais aussi ses conséquences économiques et sociales, nous touchons du doigt ce que peut être un phénomène d'effondrement. Nous devons tirer tous les enseignements de cette période pour mieux anticiper et nous préparer aux bouleversements environnementaux et sociétaux en cours.

C'est le sens de la stratégie de résilience territoriale que porte le Département de la Gironde. Elle prolonge l'ambition de la démarche Agenda 21 de notre collectivité et de son engagement de longue date en faveur du développement durable.

Loin de nous résigner face à l'ampleur de la tâche, ce rapport de redevabilité met en lumière les projets réalisés et à venir, porté par notre collectivité, qui contribuent aux 17 objectifs du développement durable adoptés par les Nations Unies.

Il témoigne de la force de l'action publique pour engager des transitions locales et construire des solutions collectives. Ainsi, à notre échelle, nous agissons pour limiter notre empreinte, pour initier des démarches vertueuses, et pour entraîner sur ce chemin un maximum de partenaires, de citoyennes et citoyens.

C'est toutes et tous ensemble, animés par cet esprit d'engagement dont les Girondines et Girondins ont toujours fait preuve, que nous construirons une Gironde plus résiliente !

Président du Département de la Gironde

Sommaire

Rendre compte au regard des 17 objectifs mondiaux de développement durable	6
VP1 Synergies, stratégie et développement des territoires	8
VP2 Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21	12
VP3 Jeunesse, culture, sport et vie associative	16
VP4 Attractivité territoriale, initiative économique locale et tourisme	20
VP5 Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil	24
VP6 Finances et fonds européens	28
VP7 Autonomie, handicap et politique de l'âge	32
VP8 Préservation de l'environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières	36
VP9 Politiques de l'insertion	40
VP10 Politique éducative et sociale, collègues	44
VP11 Mobilités	48
VP12 Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques	52
VP13 Promotion de la santé et protection de l'enfance	56
VP14 Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social	60
VP15 Patrimoine départemental	64
Conclusions générales de l'évaluation RSO (Responsabilité Sociétale des Organisations)	68

Rendre compte au regard des 17 ODD

Objectifs mondiaux de développement durable

Les objectifs de développement durable

Depuis septembre 2015, la communauté internationale a précisé 17 Objectifs de développement durable (ODD) décomposés en 169 cibles à atteindre en 2030. C'est l'Agenda 2030 auquel tous les acteurs étatiques et non étatiques, publics et privés sont invités à contribuer dans une perspective de coresponsabilité pour faire face aux urgences sociales, climatiques et écologiques qui ne font que s'amplifier.

En septembre 2020, à l'occasion du cinquième anniversaire des ODD, les Nations unies ont dressé un bilan de ces 17 objectifs en intégrant les effets de la crise sanitaire mondiale liée à la COVID-19. Ce bilan n'est pas positif et renforce le sentiment d'urgence de justice sociale et écologique liée à un défi démocratique.

Pour la première fois depuis 30 ans, la pauvreté (ODD1) augmente au niveau mondial ; c'est aussi le cas en France avec plus d'un million de personnes qui ont basculé dans la pauvreté depuis le début de la pandémie.

L'insécurité alimentaire (ODD2) était déjà en hausse avant la crise sanitaire mais s'est amplifiée lourdement depuis.

Les perturbations des systèmes de santé pourraient anéantir des décennies d'amélioration (ODD3) : hausse de 100% des décès liés au paludisme en Afrique subsaharienne, des centaines de milliers d'enfants de moins de 5 ans seraient décédés en plus en 2020. Avant cette pandémie, seul un pays sur six consacrait la part recommandée (15%) de leur budget à la santé pour un financement adéquat (OXFAM 2020).

Les fermetures scolaires liées aux confinement ont empêché 90% des élèves d'aller à l'école anéantissant des années de progrès en matière d'éducation (ODD4). Malgré les améliorations sur l'ODD5, nous sommes encore loin de la pleine égalité, les confinements ont augmenté jusqu'à 30% les violences faites aux filles et aux femmes. Celles-ci sont en première ligne et représentent 70% des personnels de soin et d'aide. Les pénuries d'eau (ODD6) pourraient déplacer 700 millions de personnes d'ici 2030. La part des énergies renouvelables (ODD7) dans la consommation totale d'énergie n'était toujours que de 17% en 2017.

1,6 milliards de travailleurs de l'économie informelle sont en passe de perdre leurs moyens de subsistance en 2020 (ODD8).

L'investissement dans la recherche et le développement progressait mais doit être accéléré dans une perspective de solidarité internationale (ODD9).

Les inégalités de revenus (ODD10) ont baissé dans certains pays mais les revenus des plus riches ne cessent d'augmenter alors que de nouvelles franges des populations basculent dans la pauvreté. Entre 1990 et 2015, les 1% les plus riches ont été responsables de deux fois plus d'émissions de CO2 que la moitié la plus pauvre de l'humanité.

Alors que près d'un quart de la population urbaine (ODD11) vit dans des taudis en 2018, 90% des cas de covid se trouvent en milieu urbain, la pollution de la qualité de l'air a fait 4,2 millions de décès prématurés en 2016.

Le monde continue d'utiliser les ressources naturelles de manière non durable (ODD12) : augmentation de l'empreinte matérielle, augmentation de près de 40% des déchets électroniques dont à peine 20% sont recyclés hausse d'un tiers des subventions aux combustibles fossiles entre 2015 et 2018 (+ 110 milliards de dollars) qui contribuent à la crise climatique.

La communauté internationale ne tient pas ses engagements climatiques (ODD13) et les investissements dans les combustibles fossiles restent supérieurs aux activités pour lutter contre les bouleversements climatiques. Une hausse de 100 à 150% de l'acidité des océans est prévue d'ici la fin du siècle affectant la moitié de toute la vie marine (ODD14). Chaque année, 10 millions d'hectares de forêt (ODD15) sont détruits depuis 2015, deux milliards d'hectares de terres sont dégradés affectant 3,2 milliards de personnes, entraînant l'extinction des espèces (31 000 espèces en extinction) et accroissant les bouleversements climatiques. Le taux mondial d'homicides baisse lentement mais chaque jour 100 civils sont tués dans des conflits armés (ODD16). Les incidences de la covid menacent la sécurité et la paix mondiale : déjà en 2019, le nombre de personnes fuyant la guerre, les persécutions et les conflits dépassait 79,5 millions, soit le plus élevé jamais enregistré.

Les envois de fonds vers les pays à revenu faible ou intermédiaire – soutien économique vital pour de nombreux ménages pauvres – chutent en 2020 ainsi que les budgets institutionnels de solidarité internationale. (ODD17)

Le rapport est accessible en ligne : https://unstats.un.org/sdgs/report/2020/The-Sustainable-Development-Goals-Report-2020_French.pdf



La contribution du Département de la Gironde aux 17 ODD

Depuis le début du mandat, le Département de la Gironde s'applique à organiser le débat avec les acteurs locaux et à préciser sa contribution aux objectifs mondiaux du développement durable.

Pour le Rapport DD 2015, année d'adoption des ODD, chaque vice-présidence a identifié les objectifs sur lesquels elle visait prioritairement à situer sa contribution. Pour le Rapport DD 2016, rapport de redevabilité dans l'esprit des documents produits par les Etats annuellement dans le Forum Politique de Haut Niveau pour le Développement Durable de l'ONU, la contribution des politiques du Département à chacun des 17 ODD a été détaillée. En 2017, chaque vice-présidence a fait l'effort de qualifier les impacts de ses politiques et dispositifs sur chaque ODD. Une visualisation des impacts est proposée et explicitée pour chaque vice-présidence. Ce travail a été réactualisé et ajusté en 2018, 2019 et 2020.

A l'occasion de la 3^e évaluation de la Responsabilité Sociétale de l'Organisation par AFNOR Certification en 2019, le Département, évalué au niveau «exemplarité», a testé l'évolution du référentiel AFAQ 26000 - RSO Engagé qui inclut désormais une évaluation de la contribution au regard des 17 objectifs du développement durable (voir en dernière page). L'évaluation mi-parcours sera réalisée par l'AFNOR au premier trimestre 2021.

Afin de mobiliser largement les Girondines et les Girondins, les partenaires et les acteurs sociaux économiques, le Département créé de nouveaux outils et de nouveaux espaces permettant l'appropriation des enjeux de la territorialisation des ODD.

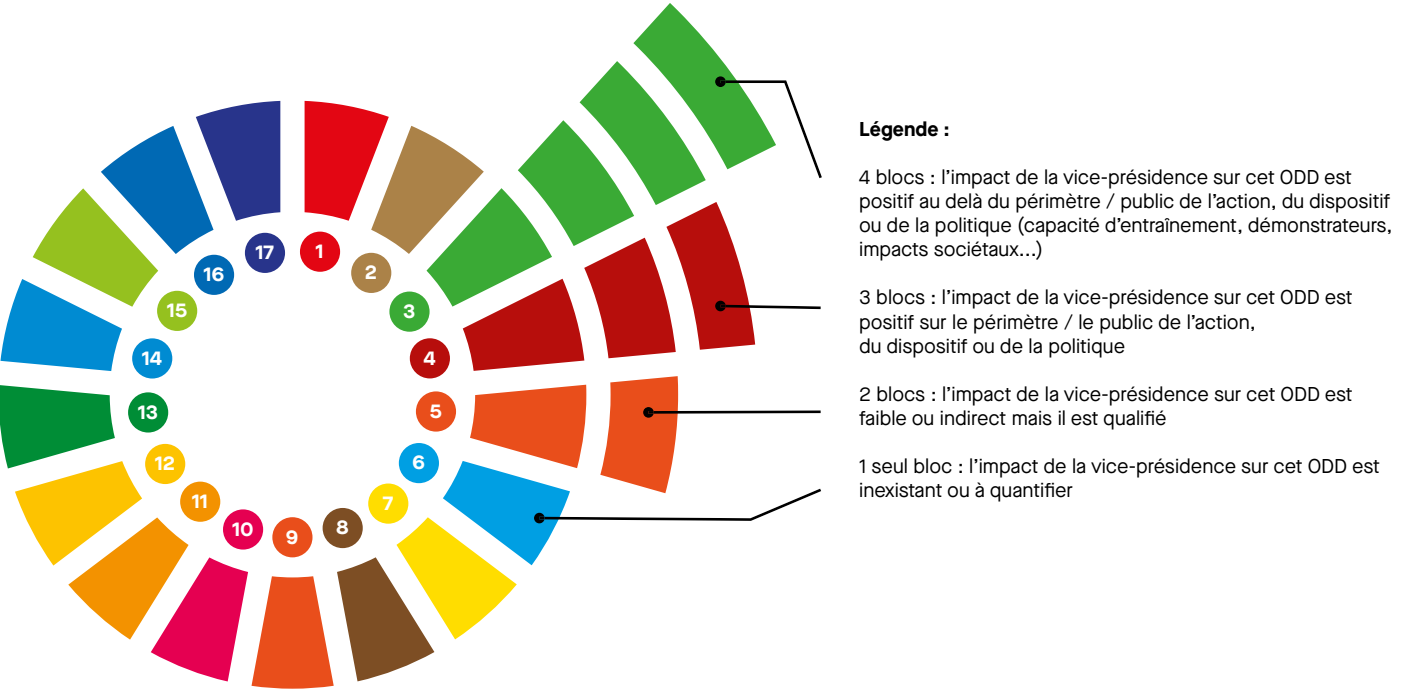
Le Mandala des ODD et le modèle des cousinades inter-réseaux «la Gironde s'invente» ont été largement partagés au plan national dans les rencontres de la feuille de route nationale comme sur les plateformes numériques Agenda 2030. La contribution girondine est reprise dans la première publication «ODD et territoires» publiée par le Ministère des transitions écologiques et solidaires à l'occasion du lancement de la feuille de route de la France pour l'Agenda 2030.

Pour autant la situation mondiale et le bilan à 5 ans des objectifs de développement durable invitent à renforcer une implication de tous les acteurs «à la hauteur des enjeux».

La perspective n'est plus simplement la redevabilité ni l'amélioration continue mais bien une transformation en profondeur des systèmes de valeur et d'action. Le Laboratoire inter-institutionnel d'innovation territorial LaBase, en lien avec des réseaux nationaux de recherche et d'actions renforcement son programme d'actions et d'expérimentations 2021 en ce sens.

Auto-évaluation

Depuis 4 ans donc, chaque champ des politiques publiques du Département fait l'objet, par ses élu.e.s et les agents mobilisés sur les actions, d'une auto-évaluation de sa contribution à chacun des 17 objectifs du développement durable. Cette auto-évaluation se fait de manière collégiale en amont de la publication de chaque rapport. La légende ci dessous permet d'appréhender l'exercice d'auto-évaluation. Il sera amené à évoluer en 2021.



VP1 - Synergies, stratégie et développement des territoires

Commissions :
1. IntersSCoT et politique foncière
2. Aides aux communes et aux Établissements publics de coopération intercommunale



PRIORITÉS DE MANDAT

- Poursuivre un accompagnement de proximité des territoires girondins, stimuler des initiatives porteuses de cohésion et des investissements adaptés, cohérents et innovants
- Renforcer la politique foncière en vue de conforter le maillage des pôles de centralité, les centres bourgs, la préservation des ressources et des espaces agricoles en s'appuyant sur l'InterSCoT
- Privilégier une méthode collaborative et un soutien différencié

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

Action phare 2020 stratégie de résilience

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Faire jouer les solidarités entre les territoires	Objectif du mandat : homogénéiser et améliorer les indicateurs et réduire les inégalités Poursuite de l'accompagnement des communes et de leurs groupements pour un développement équilibré du territoire avec application du coefficient Départemental de Solidarité (CDS) intégrant l'indice de fragilité sociale pour une meilleure prise en compte des inégalités sociales entre territoires girondins Réalisation d'un KIT résilience pour les collectivités Mobilisation du partenariat départemental avec l'agence d'urbanisme sur de l'accompagnement aux territoires ruraux (ingénierie en matière de mobilité, appui aux problématiques foncières)	Évaluation de la 1 ^{re} génération de pactes territoriaux (2017-2021) et inscription de la deuxième génération dans la stratégie de résilience territoriale Développer les partenariats avec Bordeaux Métropole	● 10^e série de 9 conseils de territoires dédiée à la résilience territoriale
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour tous à un service public de qualité et de proximité	Objectif du mandat : revitaliser les centres bourgs Expérimentation d'un concours à idées dans le cadre des conventions d'aménagement de bourg (CAB) Poursuite du déploiement des contrats «ville d'équilibre» (CVE) en 2020 sur Ste-Foy-La-Grande et Langon (après Lesparre, Libourne et La Réole en 2018, Castillon-la-Bataille et St-André-de-Cubzac en 2019)	Adaptation des règlements d'intervention départementaux dans un contexte d'adaptation aux changements climatiques et inscrite dans une stratégie de résilience territoriale S'appuyer sur les CVE pour accompagner les pôles structurants à des projets de territoire résilients	● 7 nouvelles candidatures CAB : 22 CAB en phase étude et 27 en phase travaux ● 2 nouveaux contrats «ville d'équilibre»
Lutte contre le changement climatique	Inscrire la transition énergétique au sein des territoires : vers un Département à énergie positive	Objectif du mandat : mettre en œuvre les objectifs quantifiés de l'Accord de Paris (COP21) Mise en œuvre de bonification pour encourager les projets à haute valeur environnementale (piste cyclable notamment) Concertation autour de la rénovation du cahier des charges des Conventions d'Aménagement de Bourg et Convention d'Aménagement d'École ainsi que sur l'utilisation de matériaux durables dans les projets d'aménagement d'espaces publics	Évolution vers des dispositifs d'intervention départementaux résilients Partenariat l'agence d'urbanisme A'URBA	● 2 projets de pistes cyclables ● Convention d'Aménagement d'école : 5 nouveaux projets de construction/restructuration, 13 CAE en phase étude et 23 en phase travaux
Préservation de la biodiversité	Non consommation des ressources naturelles et foncières	Objectif du mandat : poursuivre la préservation des ressources girondines à travers l'InterScot Poursuite de la mise en œuvre de l'EPFNA en Gironde : environ 120 conventions conclues en Gironde depuis la création de l'EPF en mai 2017 Foncier alimentaire : Portage foncier qui cible les porteurs de projets responsables (bio, circuits courts, HVE 3...). 3 lauréats à l'AMI pour une traduction des projets alimentaires et agricoles au sein des documents d'urbanisme : le PETR Cœur Entre Deux Mers au titre de son PAT, le SYBARVAL au titre du SCOT et la CALI au titre du projet du PLUI Lancement d'une étude d'aménagement foncier intégrant l'enjeu de maîtrise foncière des zones humides en Haute-Gironde Lancement de la procédure de mise en valeur des terres incultes ou manifestement sous-exploitées (TIMSE) sur le PEANP des Jalles visant à remettre en production des parcelles en friches ou sous-valorisées	Implication dans le groupe de travail régional mis en place à l'initiative de l'État sur l'observation foncière et l'occupation du sol avec un prototype sur le territoire du BARVAL en cohérence avec la stratégie nationale «zéro artificialisation nette»	● PEANP : 2 parcelles stockées vendues à 2 maraichers et 1 bien avec maison et 5000m² de terrain vendu à une maraichère bio ● Étude d'aménagement foncier en Haute-Gironde : 400ha de zones humides, dans le cadre du PEANP ● Procédure TIMSE : une centaine d'hectares serait concernée par la procédure
Production et consommation responsables	Stimuler la qualité socio-environnementale des projets	Objectif du mandat : 100% des projets soutenus avec des critères sociaux et environnementaux Mise en œuvre de critères de développement durable renouvelés pour l'intégralité des projets communaux et intercommunaux et incitation à la mobilisation de la clause sociale dans les marchés de travaux Organisation de comités techniques pluridisciplinaires permettant d'apprécier la qualité globale des projets et notamment leur impact environnemental et paysager	Poursuite des actions de sensibilisation pour l'intégration de la clause sociale Sensibilisation en lien avec les directions techniques concernées à l'utilisation de matériaux écologiquement moins impactants Réflexion concernant l'évolution des critères de conditionnalité des aides	● L'intégralité des projets soutenus satisfont au moins 3 critères de développement durable sur les 10 proposés ● 38 critères d'auto-évaluation de la résilience des investissements des communes et de leurs groupements
Gouvernance et participation citoyenne	Ouvrir la participation citoyenne sur les Pactes territoriaux	Objectif du mandat : ouvrir les conseils de territoires aux citoyens Invitation des acteurs des «pactes territoriaux au forum solutions solidaires de février 2020 Poursuite des conseils de territoire avec la 10 ^e série en nov/déc 2020 sur la résilience territoriale - invitation des membres du panel citoyen - association large des acteurs associatifs tous secteurs confondus	2 nouveaux rendez-vous en 2021 : forum solutions solidaires et conseils de territoire	● Près de 1 000 personnes mobilisées lors des conseils de territoires

Quels impacts de la VP1 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT INDIRECT

Veiller à l'équilibre territorial et à un égal accès aux services publics pour permettre de lutter contre l'isolement et le sentiment de relégation

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Protection du foncier alimentaire, mise en place d'un AMI sur les diagnostics agricoles pour les documents d'urbanisme, InterSCoT, Périmètre de protection des espaces agricoles naturels périurbains (PPEANP)

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Financement des équipements des communes visant le mieux vivre ensemble et investissement dans les maisons de santé pluridisciplinaires

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Soutien aux investissements des communes pour l'aménagement des écoles

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> IMPACT NON MESURE

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Soutien aux opérations d'assainissement

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Bonifications des aides et soutien à l'investissement des projets de développement des énergies renouvelables. Déploiement de bornes de recharge pour véhicules électriques sur les sites déconcentrés du Département, accessibles aux partenaires du Département

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT INDIRECT

Soutien aux investissements locaux, bonifications sur innovations, clauses sociales dans les marchés publics et subventions

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Soutien aux investissements locaux conditionné aux critères de développement durable, bonification pour les innovations sociales et écologiques

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Actions en faveur de la résorption des déséquilibres entre territoires

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Soutien aux investissements durables des communes et intercommunalités, kit de résilience territoriale, Contribution au Kit régional d'intégration des 17 ODD dans les documents de planification et d'urbanisme

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Protection des sols, critères de développement durable dans les aides départementales

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Conservation d'espaces non urbanisés en zones périurbaines

Aide à l'investissement pour la performance énergétique des écoles et centres de loisirs, dont mobilités douces et amélioration de la qualité de l'air intérieur des établissements recevant des enfants dans le cadre des Conventions d'Aménagement des écoles, Actions d'éducation au changement et à l'adaptation au changement climatique

Réseau des territoires à énergie positive (TEPOS, TEPCV) en Gironde

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NON MESURE

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT POSITIF

Charte agricole et forestière, observatoire du foncier, PPEANP...

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de toutes et à tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Développement territorial d'espaces de dialogues

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Mise en place des conseils de territoire et de la gouvernance partagée des pactes territoriaux (Gironde 2033)



VP2 -

Valorisation du patrimoine environnemental et touristique, ports et littoral, Agenda 21

Commissions :
3. Agenda 21 et développement durable
4. Ports et littoral

PRIORITÉS DE MANDAT

- Poursuivre le positionnement du Département comme une référence en matière de préservation, de sensibilisation et d'accès au patrimoine naturel de la Gironde
- Créer les conditions d'une dynamique visant le bien-être durable dans les territoires
- Conforter le rôle du Département dans sa politique de gestion portuaire durable

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

Action phare 2020 stratégie de résilience

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Garantir les équilibres sociaux et environnementaux	Objectif du mandat : favoriser l'appropriation de l'Agenda 21 et des innovations sociales, écologiques et participatives par les acteurs du territoire Mise en œuvre de l'Agenda 2030 de la Gironde : stratégie départementale de gouvernance de l'innovation pour amplifier la contribution aux ODD pour le bien-être de toutes et de tous Lancement de l'appel à manifestation d'intérêt pour la version augmentée des Labo'Mobiles afin d'accompagner les collectifs girondins dans des transformations radicales. Mises en récit d'un territoire résilient en 2030 et partage des apprentissages post-confinement lors de la 5e cousinade territoriale en archipel (23 îlots en Gironde, 14 territoires français connectés, 1689 vues sur les 4 plénières) Outillage de la stratégie de résilience et de ses supports démocratiques (panel citoyen et budget participatif) Première fabrique de l'innovation «Se transformer pour transformer» avec le Laboratoire inter institutionnel d'innovation publique La Base (150 participants)	Expérimentation de la version augmentée des Labo'Mobiles en lien avec la SCOP Ellyx et le consortium de recherche du LabCom «Destins» Refonte des modalités inter institutionnelles de gouvernance de LaBase et réinitialisation des priorités.	● 14 collectifs candidats pour les Labo'Mobiles «+» ● 50 ateliers proposés par LaBase pendant la semaine de l'innovation publique ● 320 participants physiques aux cousinades territoriales n°4 et n°5. ● 5 productions collectives publiées sur le portail Gironde.fr
Lutte contre le changement climatique	Accompagner l'adaptation des territoires au changement climatique	Objectif du mandat : diffuser la connaissance sur les impacts du changement climatique à travers les Pactes territoriaux Mise en œuvre du Contrat de développement des énergies renouvelables thermiques (projets et communication du dispositif par création de films courts) Vote de l'exécutif pour analyser précisément le scénario de la démarche CERCA visant à être exemplaire et soutenir les territoires (avec Gironde Ressources) Résultats de l'évaluation des dispositifs de sensibilisation et d'éducation à l'environnement Vote de l'exécutif du plan d'actions 2020-2023 et de la stratégie neutralité carbone à horizon 2050 des services et activités du Département (transmission du BEGES 2017 aux services de l'État) Participation au capital de la société AGRIENERGIE pour la création d'une unité de méthanisation avec des déchets agricoles et co-substrats industriels	Pilotage de la stratégie de neutralité carbone en lien avec la stratégie résilience Amplifier la rénovation énergétique des bâtiments publics : lancement d'un schéma directeur de la rénovation avec l'ALEC et le CAUE Poursuite et suivi du BEGES	● 80 projets inscrits au contrat de développement des énergies renouvelables thermiques ● 61 collectivités et 34300 m² de combles perdus isolés (COCON33) et 31% de recettes provenant de la récupération des CEE ● 24 actions structurantes et 5 orientations dans le BEGES
Préservation de la biodiversité	Développer les espaces naturels sensibles et leurs accès publics : connaître, faire connaître et agir	Objectif du mandat : développer l'accès aux publics des espaces naturels sensibles et les gestions transitoires (vocation d'usage, associations, etc) Poursuite active stratégie foncière ; première ORE (Obligation réelle Environnementale) reconfiguration groupes fonciers Label «Arbres remarquables» au Domaine de Certes et Graveyron Lancement projet de classement en réserve naturelle de l'île Nouvelle dont le rôle fondamental pour l'avifaune est à conforter Développement du label Tourisme Handicap pour Certes et Migelane ; inauguration du parc des tritons aux portes de l'hôpital Haut Lévêque : un cheminement favorisant la découverte des enjeux environnementaux du site et lieu de bien être pour les malades	Plan départemental de l'Arbre Poursuite de la stratégie foncière et développement des groupes fonciers locaux Poursuite de l'étude du projet structurant sur l'ENS d'Hostens Gât Mort : Domaine départemental du Paysage et du patrimoine naturel Mise en œuvre scénario CERCA	● 19 000 hectares de ZPENS 4 200 ha gérés par le Département ● 35 000 participants à une animation sur un espace naturel - 25 structures expertes partenaires ● 5 000 collégiens sensibilisés
Production et consommation responsables	Développer une capacité alimentaire locale et saine pour tous	Objectif du mandat : accompagner les territoires girondins dans la mise en œuvre de projets pour la capacité alimentaire de toutes et tous Contribution à la stratégie départementale de coresponsabilité alimentaire Gironde Alimen'terre (labo'Mobiles, autoproduction, collèges...) Lancement de l'animation du réseau technique des projets alimentaires territoriaux (PAT) Élaboration du cadre d'analyse de la thèse CIFRE «Des systèmes alimentaires locaux aux politiques alimentaires territoriales». Benchmark des politiques alimentaires départementales Poursuite des accompagnements des projets des collèges	Contribution à la mise en œuvre de la stratégie de coresponsabilité alimentaire Animation du réseau départemental des projets alimentaires territoriaux, PAT Redéfinition du soutien aux initiatives citoyennes d'autoproduction (jardins alimentaires, jardins collectifs, vergers partagés...)	● 19 nouveaux collèges accompagnés «De la graine à l'assiette» ● 36 idées déposées par les jeunes girondin.e.s sur la capacité alimentaire au budget participatif ● 20 projets de capacités alimentaires déposés à l'édition 2020 des trophées Agenda 21
Participation citoyenne	Faire en sorte que les Girondins soient acteurs des politiques départementales	Objectif du mandat : Permettre à tou.te.s les Girondines et Girondins sans distinction de trouver leur place et leur pleine légitimité dans le processus de construction des décisions qui les concernent Coordination du premier budget participatif citoyen de la Gironde pour mettre en œuvre les idées des jeunes de 11 à 30 ans pour une Gironde résiliente Coordination du panel citoyen autour de la question «comment agir ensemble dès maintenant face aux changements environnementaux et sociétaux ?» Contribution active au réseau technique de la participation citoyenne entre départements de France: partage d'expériences et partages d'outils	Coordination de la mise en œuvre dans les 2 ans des idées des jeunes votées par les girondin.e.s Intégration et suivi régulier des propositions du panel citoyen	● 214 idées déposées par les jeunes girondins au budget participatif résilience ● 39 citoyen.ne.s dans le panel, 8 séquences de travail, 1 avis final. ● Rencontres régulières avec les jeunes pour le climat
Gouvernance	Mener la concertation des projets du Département avec les acteurs concernés	Objectif du mandat : mettre en place une gouvernance ouverte pour les ports Le Syndicat Mixte des ports du Bassin d'Arcachon vient de fêter ses 3 ans. Sa gouvernance vient d'être réélue consécutivement aux dernières élections municipales. Cette structure fait désormais partie intégrante du paysage du Bassin vis-à-vis des différentes instances étatiques, des professionnels et des communes. Le rythme des conseils syndicaux est régulier, le budget est suivi et les investissements sont réalisés Le Périmètre et les missions du SMPBA devraient s'accroître dans les prochains mois. Une commune sollicite son intégration avec ses deux ports. Sur une autre commune, 5 zones de mouillage vont être confiées en gestion très prochainement.	Aboutissement de dossiers stratégiques : le dragage du port de La Teste de Buch, celui de Cassy à Lanton, la rénovation du port du Betey à Andernos les Bains, l'aménagement complet de 250ml de quais aménagés sur le port de Gujan à Gujan Mestras... Le SMPBA va développer sa recherche de financements et subventions divers auprès de tous les partenaires possibles	● 3 années de gouvernance ouverte des ports ● 25 agents pour gérer 14 ports ● 517,81 € (dont 2 622 253€ par le Département) ● 3021 AOT plan d'eau et terrestres ont généré 1 733 523€ de recette sur les redevances liées au domaine public

Quels impacts de la VP2 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT FAIBLE

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Contribution à la stratégie Gironde Alimen'terre sur le volet autoproduction (réseau des jardins partagés) et la co-animation du réseau des PAT (en lien avec la thèse CIFRE). Animation du dispositif «De la graine à l'assiette» dans les collèges

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de toutes et tous âges

> IMPACT POSITIF

Maintien de l'ouverture des espaces naturels pendant le confinement. Bains de forêt et animations de reconnexion au vivant
Partenariat avec ATMO et actions en faveur de la qualité de l'air
Opération annuelle «Cartable sain et durable»

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT FORT

Ouverture des Espaces naturels sensibles
Éducation pour un développement durable pour tous
Billets courant vert et appel à projet collèges paysage et de la graine à l'assiette
Formations actions de LaBase - Ateliers mensuels «Flash ODD», test et déploiement du «Mandala des ODD» #Agenda 2030
Dispositif éphémère «chroniques d'étonnement en confinement» pour apprendre collectivement de la crise

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Préservation et gestion des zones humides
Plan d'action départemental en faveur des milieux aquatiques (PADMA)
Techniciens rivières

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT FAIBLE

Soutien à l'ALEC et à ATMO - Mise en œuvre du projet lauréat du défi national «Carte blanche» sur le chauffage au bois et la qualité de l'air (ATMO, DREAL, LaBase)
Contrats de développement territorial des énergies renouvelables thermiques
Panneaux photovoltaïques sur l'aire de covoiturage de Saint-André-de-Cubzac
Partenariat Assises Européennes de la transition énergétique 2020

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> PAS D'IMPACT

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> PAS D'IMPACT

Projets de coopération décentralisée suspendus / crise COVID-19

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT FORT

Stratégie foncière à 3, 6 et 9 ans, mise en place des groupes fonciers
Création et extension des zones de protection des Espaces Naturels Sensibles

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Prévention et gestion des déchets sur le domaine départemental de loisirs d'Hostens
Réseau girondin des jardins alimentaires et accompagnement des projets alimentaires territoriaux
Contribution à l'installation d'une ferme départementale sur NODRIS

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Poursuite de la stratégie de résilience girondine au BS 2019
Actualisation du BEGES et mobilisation interne permanente : Opération Petite Laine. Semaine Européenne de la Mobilité, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets...

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT POSITIF

Implication du Département dans le Groupement d'intérêt public, GIP littoral, plan plage, préservation piscicole (Domaine de Certes-et-Graveyron), dune du Pyla, Île Nouvelle...
Participation au syndicat mixte des ports, acquisitions de parcelles et mesures de protection des milieux (antifouling...)

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT FORT

Politique environnementale et foncière
Partenariat ONF, SDIS...
Soutien fort aux associations porteuses
Expérimentation sur le réemploi de sédiments portuaires et fluviaux dans les travaux et chantiers du Département



16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT FORT

Comités fonciers locaux et comités locaux de bassin
Déploiement d'outils de haute ambition démocratique pour la stratégie girondine de résilience territoriale
- budget participatif doté de 700 000 euros pour réaliser les projets des 11-30 ans pour un territoire résilient
- Panel citoyen

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT FORT

Amélioration de la transversalité environnementale et de l'ingénierie en interne et en externe.
Nouvelles gouvernances ouvertes mises en place et pérennisées dans tous les domaines (ports, environnement, Agenda 2030...) et renforcement des partenariats universitaires (projets tutorés, conventions thèse CIFRE, LabCom Destins...)
Cousinades inter-réseaux «La Gironde s'invente»

VP3 -

Jeunesse, culture, sport et vie associative

- Commissions :
- 5. Culture
 - 6. Sport et vie associative
 - 7. Jeunesse

PRIORITÉS DE MANDAT

- Accentuer l’ancrage territorial des politiques Jeunesse, Culture, Sport, Vie associative
- Conforter l'accessibilité pour tous

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d’après le guide d’évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
-  **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d’évaluation d’efficacité.
-  **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Du lien social pour tous : mieux vivre ensemble	Objectif du mandat : favoriser la parité Femmes-Hommes dans les clubs sportifs Le programme «Rendez-vous des bénévoles associatifs»: 5 sessions sur les territoires «Je favorise l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons, dans mon association et lutte contre les stéréotypes de genre» L'appel à projet associatif 2019 visant à soutenir des initiatives favorisant l'égalité d'accès et l'appropriation de l'espace public par les femmes a permis la mise en œuvre d'actions entre 2019 et 2020 Le partenariat avec le CDOS concernant la commission «Femmes et Sports» au travers des actions suivantes : prix femmes et sport, actions de sensibilisation dans les collèges, actions de formation des éducateurs sportifs girondins et des agents de la DSLVA Valorisation financière des subventions «aides aux clubs» pour les clubs qui œuvrent pour le développement de la pratiques des filles et des femmes Poursuite de la prise en compte de cette thématique dans l'appel à projet collèges et dans l'ensemble des dispositifs à destination des jeunes (itinéraires jeunes, jeunes en actions...) Cette année le livre Lauréat du Prix collégien Félines de Stéphane Servant est sur le thème de l'acceptation de la différence, d'une féminité autre	Dans un objectif d'essaimage : Poursuite des actions d'appui à la vie associative Poursuite des actions de formation / sensibilisation Poursuivre la commission égalité filles-garçons dans le CDJ Accentuer le travail de la prévention spécialisée sur l'occupation des espaces publics et veiller à la mise en œuvre d'actions spécifiques. Mise en œuvre d'indicateurs spécifiques pour la prévention spécialisée dans le cadre de la refonte du compte rendu de mission	● 19 projets reçus à l'appel à projet «soutenir les initiatives favorisant l'égalité d'accès et l'appropriation de l'espace public par les femmes», 8 projets soutenus ● 50 éducateurs sportifs formés ● 54 % des participants CAP33 sont des femmes ● 27 jeunes ont participé à la commission égalité dans le cadre du CDJ ● 52 clubs de lecture mobilisés pour le Prix collégien ● 125 jeunes en service civique dans le cadre de l'IEJ sensibilisés
 Épanouissement de tous les êtres humains	Rendre accessible à toutes et à tous les pratiques sportives, culturelles, citoyennes. Garantir en amont l'accès aux droits pour tous	Objectif du mandat : faciliter l'accès des jeunes à toutes les pratiques sportives, culturelles et citoyennes Promotion du label «handi-valide» pour une pratique partagée et mise en place d'actions sur les territoires afin de sensibiliser largement Soutien à la création d'associations portées par de jeunes girondins afin de favoriser leur engagement citoyen (dispositif «1 ^{er} pas associatifs») Accompagnement des associations développant des actions ayant pour objectif de lutter contre les discriminations et en faveur de l'accès aux droits Amélioration de la dématérialisation des demandes de subventions pour les associations Poursuite de la mise en place du programme des «rdv des bénévoles associatifs» et développement des sessions en visio conférence Organisation d'un forum annuel permettant de mobiliser les jeunes autour de leurs projets et de créer de la rencontre avec les acteurs jeunesse Poursuite des actions d'éducation artistiques et culturelle, dont les COTEAC, le dispositif «Un artiste un collège» (8 résidences artistiques en collège). Poursuite du dispositif DEMOS pour une nouvelle session de 3 ans en direction des jeunes sur de nouveaux territoires Poursuite des CAP33 culture	Démarche proactive sur les territoires afin de développer le label «handi-valide» Co-construction, avec les acteurs locaux, de l'offre de formation pour les bénévoles associatifs au plus près des besoins identifiés sur les bassins de vie. Développement des sessions en format visio conférence Déploiement d'une équipe de prévention spécialisée sur le territoire de la CDC de Castillon la Bataille-Pujols Développement des actions d'éducation artistique à destination de tous les publics Poursuite du déploiement de conseillers en développement culturel sur les territoires	● 539 bénévoles présents aux rdv pour les bénévoles associatifs en 2019, plus de 300 associations représentées, 60 sessions sur les territoires (85% de nouveaux bénévoles présents) ● Accompagnement à la définition du projet des 130 clubs labélisés pour une pratique partagée handi-valides. ● Plus de 110 jeunes dans l'orchestre DEMOS 2, dont 30 mobilisés en Médoc et Haute Gironde ● 45 000 jeunes sensibilisés à la culture via les projets collèges.
 Lutte contre le changement climatique	Encourager la construction des équipements publics à énergie positive	Objectif du mandat : travailler sur les choix d'implantation pertinents Inciter les collectivités locales, au travers de l'aide aux communes, à intégrer les questions d'économie d'énergie dans les projets de création et de rénovation d'équipements sportifs, d'équipements aquatiques et de maisons des associations (cf. règlement d'intervention) Soutien aux travaux d'économie d'énergie sur les foyers polyvalents	Incitation des porteurs de projet (sport, culture, vie associative) pour des équipements plus performants, soutien aux réseaux d'artistes défendant des pratiques résilientes	
 Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux de paysage au sein du patrimoine et susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	Objectif du mandat : promouvoir l'éducation à l'alimentation, à l'environnement et au développement durable dans tous les établissements Financement des associations dont l'activité à pour but de promouvoir ce type d'action Poursuite du soutien aux porteurs de projets artistiques investis dans des programmations en lien avec les Espaces naturels sensibles	Poursuite de l'axe de développement Art/Nature avec l'IDDAC	● 10 projets associatifs de sensibilisation à l'environnement soutenus (107 050 €)
 Production et consommation responsables	Encourager les organisateurs de manifestations à s'orienter vers l'écoresponsabilité	Objectif du mandat : rendre pérennes les actions engagées en faveur de l'écoresponsabilité des événements Sensibilisation des associations organisatrices à la démarche et information pratique sur le portail association de gironde.fr Mise en place à la MDSVA de prêts de vélos pour les associations résidentes, et sensibilisation au tri sélectif des déchets et accompagnement auprès des personnes utilisatrices du site  Manifestations zéro déchet sur le DDL en lien avec AREMACS. Changement de pratique au niveau de l'offre en restauration sur les DDL (fin des conditionnements individuels). Mise à disposition de balisage réutilisable pour les épreuves sportives d'itinérance	Suite au retrait des poubelles durant la crise COVID sur les Domaines départementaux de loisirs (DDL), tentative en 2021 de poursuivre la démarche en supprimant les poubelles sur les DDL à l'exception des containers de tri Dresser le bilan	● Baisse de 50% du tonnage des déchets de restauration sur les domaines départementaux de loisirs
 Gouvernance et participation citoyenne	Associer l'ensemble des acteurs locaux et des publics dès le démarrage des projets	Objectif du mandat : systématiser la gouvernance partenariale et participative pour tous les dispositifs Refonte du Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée (PDI-PR) en partenariat avec les EPCI pour aboutir à une gestion partagée Accompagnement au plus près les initiatives locales, mobilisation et coordination des ressources et réseaux nécessaires à la mise en œuvre de projets. Valorisation et l'émergence des compétences locales et des initiatives inter-associatives	Poursuivre de la co-construction avec les acteurs locaux Signature de nouvelles conventions de délégation avec les EPCI dans le cadre de la refonte du PDIPR Comités locaux de coordination de la prévention spécialisée dans les territoires ruraux	● 115 EPCI ont intégré la démarche de refonte du PDIPR ● 3 délégations de compétence signées dans le cadre du PDIPR

Quels impacts de la VP3 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Fonds d'Aide aux Jeunes, accompagnement à insertion sociale et professionnelle des jeunes, prévention spécialisée, PLACE...

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Sensibilisation à l'alimentation durable et à la santé dans le cadre de l'appel à projets collèges

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Accompagnement et promotion du bien-être de tous au cœur de la politique et développement d'une politique sport-santé. Appel à projet

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Dispositifs d'aide sociale et appels à projets
Dispositifs d'accès à la culture pour tous
Accueil de services civiques pour favoriser l'engagement citoyen

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Participation à la commission Femmes et Sports du CDOS Gironde, soutien aux associations, formation des éducateurs, commission égalité femmes hommes du CDJ, appel à projet collèges Filles - Garçons

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Schéma départemental des équipements sportifs. Soutien à la performance énergétique dans la réhabilitation des équipements sportifs, culturels et associatifs

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Politique de soutien aux associations lors de la crise sanitaire (Fonds d'aide d'1 million d'euros, maintien des subventions) Insertion professionnelle des jeunes, accompagnement à la professionnalisation des acteurs associatifs

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Favoriser l'insertion sociale des jeunes, assurer l'accès de tous au sport et à la culture

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser l'implantation d'équipements sportifs et culturels accessibles à tous, sur tout le territoire

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Manifestations responsables et éco-socio-conditionnalités des subventions
Gestion intégrée des domaines départementaux

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Exemplarité des manifestations responsables culturelles et sportives organisées par le Département , zéro déchet sur les manifestations des Domaines Départementaux de Loisirs + formation des bénévoles des comités sportifs à l'organisation de manifestations responsables

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT INDIRECT

Plans de gestion des domaines départementaux

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Accompagnement des jeunes
Soutien à la création.
Services civiques

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Dispositifs de concertation des partenaires, des acteurs associatifs, des jeunes reconduits chaque année



VP4 -

Attractivité territoriale, initiative économique locale et tourisme

- Commissions :
- 8. Politique et économie touristiques
 - 9. Agriculture, mer et forêt
 - 10. Développement économique

Priorités de mandat

- Accentuer l’ancrage territorial des politiques
- Assurer des conditions favorables à la création et au maintien d’activités
- Affirmer les pôles de centralité, l’accessibilité aux services et les nouvelles ruralités

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d’après le guide d’évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d’évaluation d’efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Développer les emplois locaux et la juste répartition des activités sur le territoire	Objectif du mandat : favoriser l'accès des TPE/PME et des structures de l'économie sociale et solidaire, à la commande publique départementale Poursuite de l'accompagnement (ingénierie) des 10 lauréats de l'appel à initiatives innovation sociale «axé sur l'accessibilité des services (mise en réseau, appui à la structuration et au développement des projets, promotion des initiatives...) Organisation en décembre 2020 d'un évènement dédié aux achats publics responsables en lien avec l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).	Poursuite de l'accompagnement des dynamiques de coopération en faveur de l'ESS et de la dynamique engagée autour des achats publics responsables en lien avec l'ESS	● 249 marchés attribués ● 21,6% des TPE/PME girondines ont été attributaires de marchés ● 33,33 % de la commande départementale accessible aux entreprises girondines (Source : suivi SID)
Épanouissement de tous les êtres humains	Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion	Objectif du mandat : élargir le champs des achats avec clauses sociales Marchés clausés : 1 clause d'insertion portant sur des marchés d'études, conception pour les collèges E Vaillant Bdx, de Marsas, J Jaures Cenon, Collège Ginko 1 Clause d'insertion pour le lot Syndic (entretien base de vie, gestion déchets chantier...) sur 5 opérations (exemple : Centre exploitation Cestas, IDDAC...) 1 clause d'insertion pour le marché : Émissions et gestion de cartes cadeaux Marchés Insertion et réservés : 11 marchés avec 5 Directions opérationnelles du Département - 1 Marché de mise à disposition de personnel pour la réalisation de missions en matière de restauration d'entretien technique et général dans les collèges publics et autres bâtiments départementaux	2 marchés en cours d'accompagnement avec des entreprises privées (Hermès, Valorem) à juin 2020 Poursuivre et diversifier les secteurs d'activités avec Clause sociale pour faciliter l'accès à tous à une activité d'insertion Reprise du dispositif Rebond33	● 22260 heures réalisées dans les marchés d'insertion par 9 structures de l'IAE (ACI ou EI). ● 42809 heures via la mise à disposition de personnels pour les collèges et bâtiments départementaux, réalisées par 21 Associations Intermédiaires
Lutte contre le changement climatique	Encourager et soutenir une économie décarbonnée et adaptée au changement climatique	Objectif du mandat : diminuer l'empreinte carbone du Département Plus de 32000 m² de bâtiments publics isolés dans le cadre du groupement de commande Cocon 33 (200 bâtiments) Les Conventions d'Actions Touristiques (CAT) orientées vers le slow-tourisme (itinérance pédestre, cyclable) participent à la diminution de l'empreinte carbone du Département. La Gironde c'est 600 km de pistes cyclables en site propre, 435 km de pistes et bandes cyclables en milieu urbain et 3 itinéraires européens cyclables (Vélodyssée, Scandibérique et Canal des 2 Mers à vélo) La Gironde pédestre s'appuie sur les 3 GR des Chemins de Saint-Jacques de Compostelle plus un fort maillage territorial inscrit au PDIPR Le dispositif règlementaire «Aires de services vélo», le dispositif de création et de réhabilitation d'hébergements touristiques et le suivi des comités d'itinéraires cyclables La Vélodyssée, le Canal des Deux Mers, La Scandibérique, sont des éléments de soutien à la politique cyclable et pédestre du Département, menés au titre du tourisme Engagement et poursuite du développement d'un tourisme fluvial et fluvestre durable. Soutien au projet de méthanisation agricole à Auros (ex Brannens)	Mettre en œuvre la stratégie de neutralité carbone et un budget carbone annuel à partir de 2020 (=droits à émettre, cf stratégie bas carbone nationale) Déploiement des CAT. Renforcement des actions touristiques résilientes dans le futur document d'orientation du tourisme durable 2021-2026 Poursuite d'un tourisme fluvial et fluvestre durable L'itinérance pédestre douce «le chemin d'Amadour» entre Soulac et Rocamadour, en collaboration avec l'agence départementale du Tourisme Gironde Tourisme et en lien avec VP3 et VP8	● 77 projets locaux inscrits dans le COT EnR thermiques au 30 sept 2020 ● 200 bâtiments isolés via Cocon33 = 32 000 m² ● 24 009 MWh produits en énergie renouvelable thermique sur 3 ans via le COT EnR
Préservation de la biodiversité	Accompagner les acteurs aux pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	Objectif du mandat : favoriser l'agriculture biologique L'engagement vers une transition agricole écologique a été traduit dans tous les dispositifs d'aides au BP 2020. Règlements exclusifs pour tous les agriculteurs (AB, Label ou démarche) et viticulteurs (zéro herbicide, CMR, SDHI) Poursuite de l'exposition itinérante «Les pesticides c'est pas automatique» malgré un fort impact COVID impliquant les déprogrammations depuis février.	Ancrage des dispositifs avec poursuite de la croissance exponentielle des pratiques vertueuses agricoles	● 342 dossiers pour 890 000 euros (accompagnement agriculteurs) ● 7 dossiers d'aide au traitement d'effluents agri-viti pour 213545€
Production et consommation responsables	Encourager le développement du bio et des circuits courts	Objectif du mandat : accompagner le développement du bio et des circuits courts La politique Gironde Alimen'Terre actée lors du comité de pilotage du 3 février 2020, a défini le plan d'action 2020, en 4 axes d'actions allant de la production jusqu'aux actions en faveur de l'alimentation responsable et durable Des actions en faveur de l'amélioration de l'approvisionnement bio et local des collèges se poursuivent Projet de création d'une exploitation agricole AB maraîchère sur le site de Nodris, domaine agricole et ferme départementale. Mise à disposition de 8ha et accompagnement des agriculteurs candidats à une installation (2 maraîchers, 1 éleveur caprins, 1 éleveur poules pondeuses)	Poursuivre les actions d'amélioration d'approvisionnement bio et local des collèges, événementiel protocole, CDEF, Hostens..., Soutenir les installations en production agricole alimentaire AB en Gironde Sur Nodris,poursuite du développement du domaine avec un projet de couveuse agricole et la création d'une conserverie	● 11% de la surface agricole départementale engagée en bio. En 2019 la surface agricole cultivée selon le mode de production biologique 27519ha (dont 9699ha en conversion), soit + 21% par rapport à 2018 (Étude Interbio) ● Poursuivre le travail d'engagement la loi EGALIM : au moins 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de produits biologiques
Gouvernance et participation citoyenne	Mobiliser l'ensemble des acteurs pour renforcer l'accessibilité des services sur le territoire	Objectif du mandat : élaboration et mise en œuvre du Schéma Départemental d'Amélioration de l'Accessibilité des Services au Public (SDAASP) Poursuite des projets de partenariats entamés depuis 2019 avec la MSP de Bourg et la MSAP de St André en vue d'une généralisation. 8° série de conseil de territoire dédiés à l'accessibilité des services au public (mai 2019) Dialogue avec les communes et les intercommunalités dans le cadre des contrats villes d'équilibre sur l'amélioration des services au public	Poursuite du soutien aux territoires en carence sur la santé et l'accès aux services publics (projets sur Pays Foyen, Sud Gironde) Développer les partenariats territoriaux avec les France Service dans une perspective d'amélioration de l'accès aux droits	● 29 France service labellisés. D'ici fin 2021, 41 France Services en Gironde ● 16 Maisons de santé Pluridisciplinaires (MSP) ● 3 Centres de santé ● 1 Pôle de santé

Quels impacts de la VP4 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Développement des emplois locaux et du dispositif Rebond 33

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Soutien et promotion de l'agriculture durable et des circuits courts

3 Permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Mise en œuvre d'actions de communication en matière de santé environnementale (expo sur les pesticides), soutien à l'agriculture biologique, dispositif zéro herbicide Promotion des Maisons de santé pluridisciplinaires dans le cadre de l'amélioration de l'accessibilité aux services pour le public

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT FAIBLE

Accompagnement technique pour le retour à l'emploi au travers de Rebond 33

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT INDIRECT

Dispositif «zéro herbicide»

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT FORT

Soutien aux pratiques agricoles durables et à la valorisation énergétique de la biomasse et à la méthanisation

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Développement des emplois locaux, soutien à l'ESS, dispositif Rebond 33 (public RSA, - de 26ans notamment)... 80% de la commande publique départementale accessible aux TPE et PME locales Contrats de Ville d'Equilibre

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et à tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Soutien à l'expérimentation d'un méthaniseur à Auros

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACTPOSITIF

Actions d'amélioration de l'égalité d'accès aux services, sur tous les territoires, pour toutes les Girondines et tous les Girondins.

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et à tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser l'accès de tous aux services publics Soutien au maraîchage et aux circuits courts

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT FORT

Soutien aux circuits courts, du bio et aux dynamiques d'ESS

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Soutien à la création et à l'entretien de haies bocagères, avec valorisation énergétique des déchets d'entretien Soutien aux chaudières bois et à la méthanisation

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT POSITIF

Bassin d'Arcachon : dragage, gestion des déchets...

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT POSITIF

Dispositif «O herbicide» - soutien agri-viti

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Rendre le service public accessible à toutes et à tous : élaboration du Schéma d'Accessibilité aux Services

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Animation d'une concertation pour l'élaboration du Schéma d'Accessibilité aux Services

Chantiers alimentation dans le cadre des pactes territoriaux



VP5 - Habitat, logement, développement social, précarité et modes d'accueil

Commissions :
11. Développement social et modes d'accueil
12. Habitat et logement

Priorités de mandat

- Adapter nos politiques aux spécificités territoriales et contribuer à l'émergence locale du pouvoir d'agir
- Promouvoir l'innovation publique en favorisant les expérimentations et en diversifiant l'offre

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours

D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.

C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.

A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

Action phare 2020 stratégie de résilience

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Prévenir les vulnérabilités et renforcer le lien social	Objectif du mandat : mettre en place une politique de développement social dynamique et innovante Vote de la stratégie départementale du Développement social et des projets sociaux de territoires. Renouvellement de l'appel à initiatives développement social qui irrigue l'ensemble du territoire	Réaffirmer la stratégie de développement social et mettre en œuvre la feuille de route Poursuite de l'appel à initiatives en veillant à l'équité territoriale	● 213 projets déposés à l'appel à initiative ● 201 projets soutenus ● 885 361 euros (oct 20)
Cohésion sociale et territoriale	Permettre à chaque parent de trouver un mode d'accueil accessible	Objectif du mandat : favoriser le développement de modes d'accueil accessibles Dans le contexte de crise sanitaire covid19 : mise en place d'un Référent départemental COVID spécifique aux modes d'accueil joignable tous les jours ; mise en place d'une plateforme d'accueil, communication régulière sur le site du département (newsletters, FAQ) et mise en ligne des guides ministériels, soutien de l'accueil d'enfants à besoins spécifiques ou leurs parents ; travail important avec le GRETA, pour poursuivre la formation initiale des assistants maternels en formation à distance Développement des maisons d'assistant.e.s maternel.le.s (MAM), mise en place des journées d'information MAM et accompagnement des MAM Forum des assistant.e.s maternel.le.s Évaluation du schéma départemental de services aux familles et rencontres partenariales avec des élu.e.s pour la préparation du Schéma Départemental Enfance Famille 2021-2026 (SDEF)	Création de la Maison Girondine de l'enfance et de la famille : un espace culturel et ludique pour les jeunes enfants, un lieu de soutien à la parentalité pour les parents, un lieu ressource pour les professionnels de la petite enfance Élaborer le nouveau SDEF Promouvoir l'accueil d'enfants de parents en situation vulnérable. Mise en place d'ateliers parents sur les territoires Poursuite de la distribution aux assistants maternels d'un sac d'éveil culturel et ludique	● 10 060 ASS MAT agréées ● 422 EAJE ● 283 MAM pour 2680 places ● +40 % de MAM et ● +58 % de microcrèches entre fin 2017 et fin 2019
Épanouissement de tous les êtres humains	Veiller à l'accès pour toutes et tous à un logement digne et aux conditions d'un mieux vivre ensemble	Objectif du mandat : diminuer significativement les situations de mal-logement en Gironde Évolution du RI en décembre 2019 : adaptation , inclusion intégrés dans les conditions d'octroi des subventions Malgré une baisse historique de la programmation de production de logements sociaux liés au COVID, la production reste importante Consolidation des actions : service instructeur du SNE, cotation de la demande de logement, poursuite du travail sur le projet LOG'ET MOI. Élargissement du dispositif Louer Clé en Main au territoire en dehors de Bordeaux Métropole (AMI LD). Renouvellement de la DAP du Département avec élargissement des compétence au type 3 pour le parc privé	Proposition d'évolution du RI pour tenir compte des demandes en lien avec les attentes citoyennes post confinement et avec l'avis du Panel Citoyen de la stratégie de résilience sur la partie «Habiter Se LOGER» Mise en place de conditionnalités pour l'obtention de subventions pour les bailleurs sociaux : espaces de coworking, végétalisation, création espaces extérieurs, jardins partagés, récupération d'eau...	● Par jour, entre 10 et 20 situations, demandes de logement et des parcours résidentiel et suivi arrivent au Département ● Retard des indicateurs à cause de la COVID-19
Lutte contre le changement climatique	Soutenir la construction et la réhabilitation à haute performance énergétique des logements	Objectif du mandat : réduire les charges liées au logement en utilisant au maximum les énergies renouvelables Le Service Local d'Intervention pour la Maitrise de l'Énergie SLIME33, est déployé sur tout le territoire girondin hors Métropole (Bordeaux Métropole ayant mis en place son propre SLIME) depuis le 1^{er} janvier 2020 222 visites à domicile réalisées en 2020 avant confinement. Visites à domicile arrêtées au 16 mars avec mise en place d'un service minimum (consultation mails et téléphones et traitement des urgences telles que danger ou péril). Reprise des visites à domicile le 2 juin	Amélioration continue des accompagnements SLIME33 : visites santé, secondes visites pour un accompagnement renforcé, fiches de suivi individualisées partagées avec les donneurs d'alerte ...	● 492 ménages bénéficiaires du SLIME33 en 2019 ● 225 accompagnements 2018 terminés et évalués ● 134 ménages sortis de la précarité énergétique» soit un taux de «sortie de précarité énergétique» de 60%
Production et consommation responsables	Garantir l'accès à une alimentation saine et équilibrée pour tous	Objectif du mandat : développer des épiceries sociales et solidaires sur toute la Gironde avec un développement ciblé avec les circuits courts et l'itinérance 1^{er} trimestre 2020, rédaction d'un AMI spécifique, en direction des Épiceries solidaires de Gironde, qui s'inscrit dans le programme Gironde Alimen'Terre. Les modalités opérationnelles ont été finalisées et le projet présenté aux partenaires lors de la rencontre du Réseau départemental des épiceries solidaires (EpS) girondines en octobre 2020 Les épiceries solidaires ont été fortement mobilisées au cours de la période de confinement et se sont adaptées aux demandes de nouveaux bénéficiaires. La crise sanitaire a eu pour incidence de modifier le calendrier de l'action. L'initialisation de la première phase aura lieu fin 2020 / début 2021	Mise en œuvre effective de l'AMI «EpS / Gironde Alimen'Terre» et poursuite de l'accompagnement des EpS 33 vers des changements individuels et collectifs de pratiques alimentaires de qualité accessible et répondant aux enjeux climatiques (ex : Recherche/action VRAC) + Poursuite des chantiers thématiques des Rencontres du Réseau départemental des Épiceries solidaires Journée nationale des EpS au second semestre 2021 Projet EpS itinérante Finalisation de l'étude menée par la FMDSH pour le CD33	● 39 épiceries solidaires suivies ● 15 projets de création d'épiceries solidaires accompagnés
Gouvernance et participation citoyenne	Généraliser la co-construction des solutions avec les parties concernées	Objectif du mandat : généraliser les OPAH sur l'ensemble du territoire girondin ainsi que les instances de démocratie participative. Signature des ORT de Castillon et de Sainte Foy - Engagement d'une OPAH RU ORI sur Castillon la Bataille. Sortie de l'OPAH CDC Médulienne. Intégration des propriétaires bailleurs ANAH dans les dispositif Fabriqu'Cœur pour appuyer l'innovation dans le parc privé	Renouvellement de la Dap 2010/2025 prise de la délégation type 3 sur le parc privé pour 2023 Reprendre les rencontres territoriales pour l'habitat.	

24

25

Quels impacts de la VP5 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT FORT

Lutte contre la précarité énergétique, pour l'accès aux besoins essentiels (logement, alimentation...) et le lien social

Appel à manifestation d'intérêt (AMI) Logement d'abord

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FORT

Développement du réseau des épiceries sociales et solidaires en cohérence avec la stratégie de Gironde Alimen'Terre : circuits courts et produits bio...

Actions collectives et soutien à l'autoproduction accompagnée (jardins partagés...)

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT FORT

Développement des liens sociaux et d'une alimentation saine

Travail collectif autour d'une charte de la qualité de l'accueil du jeune enfant

Lutte contre l'habitat indigne

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT FORT

Accès renforcé des modes d'accueil pour les enfants de milieux défavorisés pour privilégier les apprentissages dès le plus jeune âge

Poursuivre la formation des professionnels

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT FORT

Travail sur les violences familiales pendant et après le confinement

Soutien et développement des implantations locales des associations de femmes

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT FAIBLE

Conseils et accompagnement aux économies d'eau pour maintenir la ressource et réduire les factures

Proposition d'évolution du règlement d'intervention pour introduire la récupération d'eau dans les cahiers des charges habitat (avis du panel citoyen).

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la précarité énergétique (Délégation Transition énergétique et précarité énergétique et FSL), axe prioritaire de l'engagement du Département labellisé TEPCV. Récupération de la chaleur des serveurs informatiques sur des «radiateurs» individuels, les Grad installés dans des résidences et sur le patrimoine départemental. - SLIME33

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Remobilisation et mise en capacité des personnes via les lieux de développement social et le soutien aux associations

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Soutien des innovations de construction / rénovation habitat (Fabriq'coeur)

Plan départemental de l'habitat, Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées

Expérimentation QRad : les usagers du PTS et 49 logements sociaux accèdent gratuitement à l'énergie et à une connexion internet (utilisation de l'énergie fatale des ordinateurs). Bilan reporté en 2021

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT FORT

Appel à Initiatives de développement social local autour des inégalités

Soutien aux centres sociaux

Accès à l'accueil pour tous.

Favoriser la mixité sociale et le logement pour tous

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser un aménagement équilibré et des logements triplement accessibles

Organisation de services accessibles sur tout le territoire

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT FORT

Ateliers de cuisine, de réparations, ressourceries... Expérimentation en cours sur les circuits courts de matériaux locaux de construction dans l'opération d'habitat participatif fabriKatoit (Gironde Habitat à La Réole) et à Biganos (Aquitanis). Évolution du règlement d'intervention.

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Exigence de maintien et de développement des espaces verts pour le logement social (adaptation, lutte contre les îlots de chaleur)

Récupération des matériaux et utilisation de matériaux bio-sourcés pour l'habitat (Bailleurs, compagnons bâtisseurs)

Amélioration de l'efficacité énergétique des logements

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT



15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT POSITIF

Lutte contre l'étalement urbain et critères de limitation de la consommation foncière dans l'implantation des équipements et des logements

Décontamination des sols, développement d'espaces verts naturels de qualité, conservation des arbres...

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT FORT

Accueil social inconditionnel

Développement territorial d'espaces de médiations et d'accès aux droits

Actions pour renforcer l'information et l'accès aux services publics

Lutte contre le non recours aux droits

Refonte du site internet Gironde.fr

Logement suite concertation Défi «Carte Blanche» Log'Et Moi

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT FORT

Définition et déploiement des Projets Sociaux de Territoire

Développement des partenariats avec l'ensemble des parties prenantes : élus, professionnels et habitants

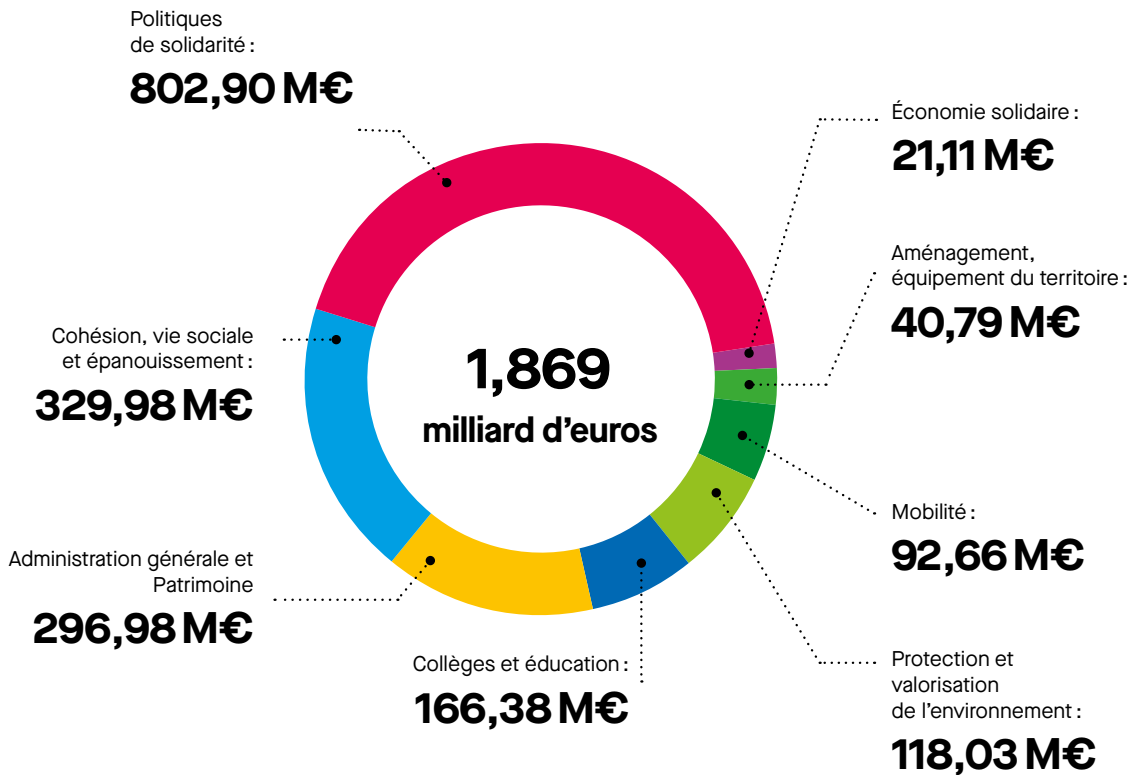
Renforcement de la transversalité dans l'ensemble des actions et soutiens aux projets

Mise en œuvre d'une stratégie départementale de développement social

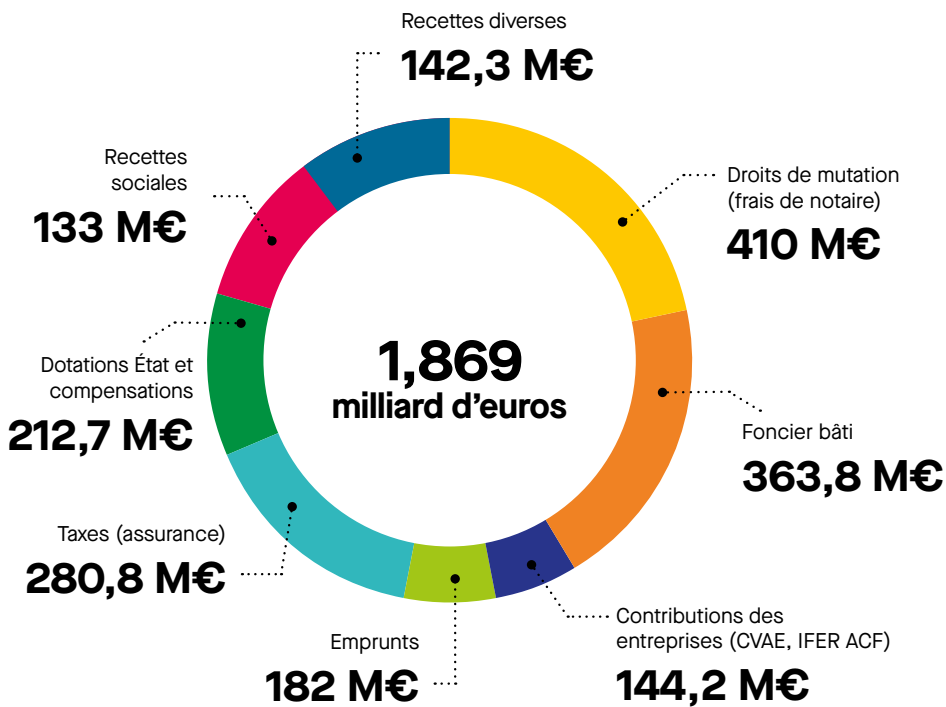
Schéma Départemental Enfance Famille (SDEF) avec la CAF, la MSA, l'éducation nationale les élus locaux, etc.

VP6 - Finances et fonds européens

Budget 2020



D'où vient cet argent ?



Pour 100 € dépensés



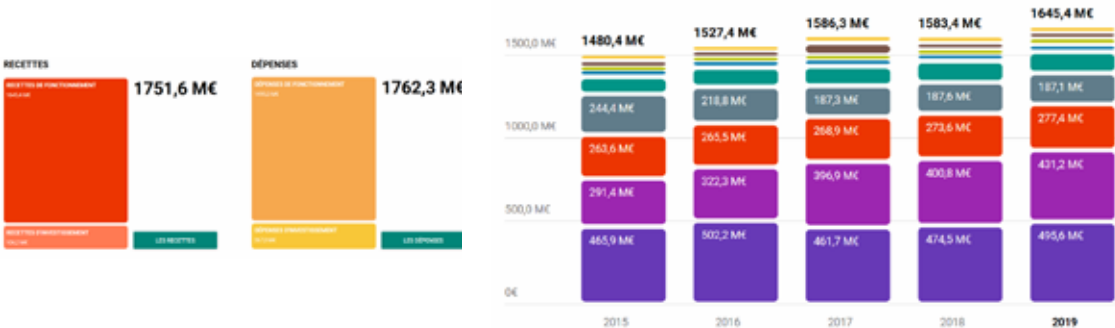
Gouvernance et Participation citoyenne

Un budget accessible à toutes et tous !

L'action du Département de la Gironde en faveur de la mise à disposition de ses données publiques s'enrichit d'une réalisation à la fois modeste par la forme graphique simple et accessible et inédite par le niveau de transparence et de pédagogie en matière de données financières. Elle constitue une réalisation concrète en matière de capacité à rendre compte de l'action de la collectivité au travers de la mise à disposition des données du compte administratif concluant l'exercice budgétaire annuel.

Elle se veut exemplaire par le travail collaboratif mené pour dépasser la simple mise en conformité avec la réglementation en matière de publication de données administratives, confortée par la Loi pour une République numérique. Réalisée avec la contrainte de respecter le cadre budgétaire particulier du Département de la Gironde mais basée sur le cadre comptable normalisé de la M52, le code open source peut être réutilisé par l'ensemble des départements. Sa mise à jour sera assurée exclusivement avec les moyens internes de la collectivité.

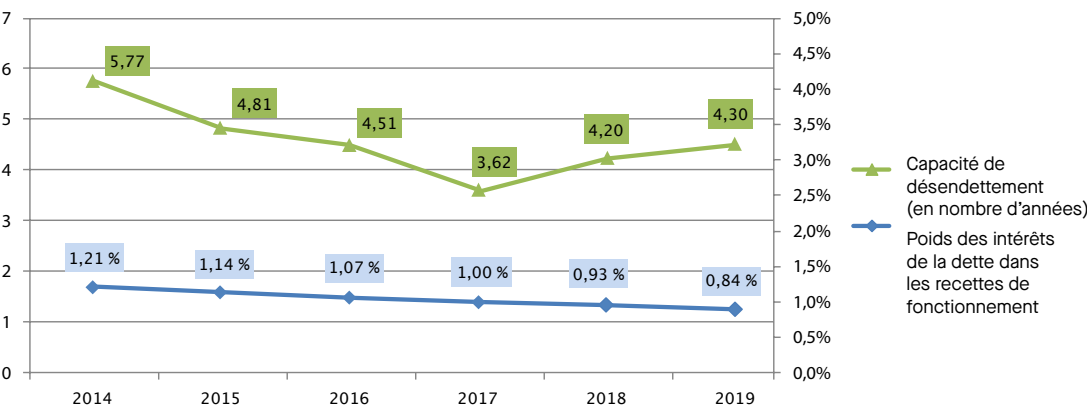
Pour l'explorer : <https://www.gironde.fr/un-budget-au-service-des-solidarites-humaine-et-territoriale>



Zoom sur la taxe d'aménagement : En 2019, la répartition de la Taxe d'Aménagement (TA) qui est une recette affectée, a permis d'octroyer sur un total de 15.9M€, une subvention de 1.3M€ au CAUE et de consacrer 14,6 M€ aux Espaces Naturels Sensibles(ENS) répartis comme suit

Direction de l'environnement	65%	Acquisitions, aménagement et gestion des ENS, animation, sensibilisation, projection du milieu aquatique, mise en œuvre du plan d'actions paysage, observatoire de la biodiversité
Direction sports loisirs et vie associative	18%	Acquisitions et aménagement des sentiers figurant au PDIPR, financement des équipements de loisirs rentrant dans le PDESI
Direction des ressources humaines	9%	Frais de personnel au titre de l'entretien des ENS
Direction de la valorisation des ressources et des territoires	3%	Financement de syndicats au titre de la protection des milieux aquatiques
Direction des infrastructures	3%	Entretien infrastructures
Direction de la Communication	2%	Campagne de communication sur les espaces naturels sensibles

Zoom sur la maîtrise de la dette



1/10 Près de personne accompagnée par le Département

L'open data et la transparence contribuent à l'ODD :



Les affectations de la taxe d'aménagement contribuent aux ODD :



La maîtrise de la dette contribue à des institutions efficaces



En Gironde, quels impacts des fonds européens et de la coopération* sur les 17 ODD ?

* A noter : dans les territoires de coopérations, les programmes ont été suspendus en 2020 en raison de la crise sanitaire. Ils reprendront dès que possible

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la pauvreté par le montage de projets financés par le Fonds Social Européen dédié à cet objectif

Permet aux publics en situation de pauvreté d'accéder à l'emploi local par le dispositif D2C Gironde (FSE, IEJ et Département)

Permet aux publics en situation de pauvreté d'acquérir les compétences de base indispensables (apprentissage de la langue, mobilité, ...) par le dispositif levée des freins sociaux

Repérage et accompagnement des jeunes NEET ni en emploi, ni en formation et ni en études par le déploiement de 3 plateformes territorialisées (Médoc, Sud Gironde et Libournais) (FSE, IEJ et Département)

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> PAS D'IMPACT

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> PAS D'IMPACT

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Contribue à la citoyenneté européenne par la sensibilisation des agents (cafés européens, newsletter, formations), des professionnels et des collégiens (CCE, CDJ) aux actions de l'Europe - lien VP 3

Permet aux publics en situation de pauvreté d'acquérir les compétences de base indispensables (apprentissage de la langue, mobilité, ...) par le dispositif levée des freins sociaux

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Augmente les moyens pour un plan d'actions ambitieux départemental pluriannuel pour l'égalité professionnelle femme et homme à destination de l'interne avec le soutien du Fonds Social Européen

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

>PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> PAS D'IMPACT

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Promotion des emplois de qualité (CDI, formation en emploi, accessibles aux moins qualifiés) et locaux par le dispositif D2C Gironde (FSE, IEJ et Département)

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la pauvreté par le montage de projets financés par le Fonds Social Européen dédié à cet objectif

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Accompagne les porteurs de projets girondins (associations et collectivités) dans la mobilisation de fonds européens pour développer leurs projets d'aménagements sur les territoires. Une attention particulière est portée aux territoires en déprise - lien VP1 et VP4

Plateformes mobilité - lien avec VP9

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> PAS D'IMPACT

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT INDIRECT

Prise en compte de cette priorité de manière transversale dans les projets financés par le FSE (réduction des déplacements systématiquement recherchée) -former des jeunes en tant que sapeurs pompiers volontaires à Nis en Serbie et à Pellegrue en Gironde (Erasmus + clé 2)

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> PAS D'IMPACT

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Développement de l'accès au droit par la mise en place d'accompagnements renforcés et individualisés à destination des plus démunis (FSE et FSE/IEJ) jeunes et adultes

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Travailler en réseaux au niveau européen (Open Days - AFCCRE), au niveau national (ADF) et au niveau régional (Région Nouvelle- Aquitaine, réseau des 12 Départements néo-aquitains) pour une meilleure prise en compte des problématiques des territoires girondins dans les politiques européennes ; lien VP9

Représenter les intérêts de la Gironde dans la mise en œuvre de la programmation européenne régionale Contribuer activement à la concertation régionale sur la programmation européenne 2021-2027

Identifier des bonnes pratiques européennes pour améliorer les actions girondines

Mettre en œuvre les objectifs partagés de lutte contre la pauvreté avec les directions du Département, l'État les partenaires de l'Emploi et de l'Insertion et la Commission Européenne



VP7 -

Autonomie, handicap et politique de l'âge

Commissions :

14. Politique du handicap et de l'inclusion

15. Politique de l'âge



PRIORITÉS DE MANDAT

- Adapter nos politiques aux spécificités des publics
- Conforter et améliorer le service rendu avec la mise en place du Pôle Solidarité Autonomie
- Refonder la politique d'aide à domicile au regard de la Loi sur l'Adaptation de la société au vieillissement

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

-  **P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
-  **D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
-  **C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
-  **A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 Action phare 2020 stratégie de résilience

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Renforcer les liens entre les territoires et les acteurs pour veiller à la continuité d'un service d'accueil et d'écoute	Objectif du mandat : décentraliser l'action sociale au sein des territoires et entre les territoires Mise en place d'une programmation territoriale de sensibilisation à l'autisme avec appui sur les acteurs locaux : 9 territoires concernés, plus de 50 acteurs associés Lancement d'une campagne «Sport et handicap» en septembre 2020 avec appui de la direction des sports pour des «Portes ouvertes» des différents clubs accueillant des personnes en situation de handicap Mise en ligne sur les sites gironde.fr et MDPH33 des tutoriels vidéos AAH, CMI Distribution des guides pratiques PA et PH territorialisés sur les accueil territoriaux Information des bénéficiaires de l'APA et des maires sur le plan canicule Mise en ligne de la Plateforme «Conférence des financeurs» sur le site gironde.fr permettant aux personnes âgées de 60 ans et plus et aux professionnels d'identifier sur chaque territoire et dans leur périmètre de vie les actions de prévention en cours Opérationnalité de Via Trajectoire sur le secteur PH en 2020. (L'ensemble des ESMS PH sont répertoriés et accessibles aux usagers et professionnels) Adoption du cahier des charges renforçant les engagements des SAAD autorisés habilités à l'aide sociale départementale pour lancer une restructuration du maillage territorial, assurer la continuité de services et l'accès aux droits des personnes vulnérables les plus défavorisées Durant la période de confinement présence sur site de certains services afin d'assurer la continuité du service public. Mise en place de nouvelles procédures pour répondre aux besoins des personnes et situations nouvelles adaptation rapide des équipes sur les territoires aux nouvelles organisations	Déploiement actions territoriales liées à l'autisme Refonte du site internet MDPH repoussée en 2021 avec création d'un comité éditorial incluant agents et usagers Poursuite de la dématérialisation Mise en place de la Conférence des financeurs de l' «habitat inclusif» Plateforme d'aide aux aidants. Déploiement de la plateforme des SAAD autorisés pour assurer la lecture de l'offre sur les territoires et repérer les capacités d'accompagnement spécifiques (octobre / novembre 2020) et permettre les échanges avec les SAAD Installation CLIC internalisé sur PTS du Libournais	Au 31/12/2019 : ● 36 933 bénéficiaires de l'Allocation pour les Personnes Âgées (APA), dont 22 315 bénéficiaires APA domicile et 14 618 au titre de l'APA établissement (bénéficiaires ayant des droits ouverts à cette date) ● 12 276 personnes (adultes et enfants) ont un droit ouvert à la PCH (tout élément confondu) ● 247 chargés d'accueil et d'assistance aux usagers formés à la politique Autonomie PA/PH entre septembre 2019 et février 2020 pour les accueils des MDS/CLIC et les nouveaux recrutés de la Plateforme Accueil Autonomie.
 Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour toutes et tous à un libre choix de ses parcours de vie	Objectif du mandat : permettre au Pôle Solidarité et Autonomie d'être identifié et efficace Organisation d'un atelier Territoire 100% inclusif dans le cadre des 9 conseils de territoire et rédaction d'un bilan et propositions d'actions à ajuster et développer sur chaque territoire Organisation d'un colloque «Vivons la société inclusive» sur la thématique de la citoyenneté et «s'autoriser à être et à faire» Contexte Covid-19 : mise en ligne d'informations régulières sur le site de la MDPH et Gironde.fr concernant la continuité d'activité Vote de la feuille de route du «Schéma de structuration Aide aux Aidants» Mise en œuvre du Plan Habitat Inclusif	Lancement d'une campagne de communication sur les loisirs et le handicap Collaboration avec les PTS dans le cadre de la démarche «Territoire 100% inclusif» et actions en lien avec le handicap Soutien à la solution de répit proposée par le Collectif Handicap Réunions territoriales pour l'Aide aux Aidants	● 300 participants aux ateliers des 9 conseils de territoire ● 250 participants au colloque «Vivons la cité inclusive» de janvier 2020 ● Nombre d'habitats inclusifs soutenus et accompagnés
 Lutte contre le changement climatique	Anticiper les impacts du changement climatique sur les publics les plus vulnérables	Objectif du mandat : adapter les logements et établissements au changement climatique - Informer les publics des dispositifs en place pour lutter contre le changement climatique (ex : canicule) Le plan canicule du CD33 pour 2020 a été mis en œuvre avec un courrier à tous les Services d'Aide à Domicile (SAAD), un courrier aux bénéficiaires de l'APA les encourageant à se signaler auprès de leur mairie du lieu de résidence (23 000 courriers) et une lettre aux maires Girondins pour les en informer (563 courriers)  Un stress test «canicule extrême» est en cours avec la mission Agenda 21 et un panel d'usagers dans le cadre du plan canicule	Poursuite et amélioration du plan canicule au vu des apprentissages de la crise sanitaire Organiser la simulation d'une canicule extrême sur un PTS en veillant aux fragilités des personnes âgées et handicapées	● 115 acteurs et experts locaux et nationaux mobilisés pour le «stress test» canicule extrême
 Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux santé-environnement dans les plans et schémas du Département	Objectif du mandat : étendre le domaine de formation des professionnels et des usagers La crise COVID-19 a focalisé l'attention et les actions sur la santé accélérant l'intégration de la dimension santé dans toutes les actions du Département	Démarche qualité de vie au travail pour les services d'aide à domicile Poursuite de la contribution aux Contrats Locaux de Santé et partage des retours d'expériences / COVID-19	● Département engagé dans les différents Contrats Locaux de Santé et dans 2 conventions avec la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA)
 Participation citoyenne	Replacer l'usager en tant qu'acteur de son parcours de vie et de sa prise en charge	Objectif du mandat : favoriser la participation des usagers aux conseils sociaux de territoires pour faire part de leurs besoins et comprendre les réponses apportées Inclusion de représentants du CDCA au sein de la Conférence des financeurs notamment et différentes réflexions portées par le Département Renouvellement des membres du CDCA fin 2020 Participation des usagers à l'atelier Territoire 100% inclusif dans les 9 conseils de territoire	Expérimentation de «communautés territoriales» sur trois territoires, associant des usagers et des professionnels milieu spécialisé et milieu ordinaire dans des groupes de travail «Territoire 100% inclusif» fin 2020 et 2021	● 2 séances plénières du CDCA en 2020
 Gouvernance	Généraliser la concertation et la co-construction des projets avec les personnes concernées	Objectif du mandat : généraliser les Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens A ce jour, 3 conventions de partenariat sur l'hébergement d'urgence en EHPAD ont été signées (Haute Gironde, Libournais et Porte du Médoc) et une en cours de négociation (Bassin d'Arcachon) Poursuite de la signature des CPOM (2 signés en 2020) pour les secteur PH soit en totalité 11 CPOM signés à ce jour Partenariat avec la CNSA avec l'obtention de 2,43 millions d'euros de crédits en appui des missions complexes des SAAD «spécialistes» handicap	Poursuivre la signature des CPOM Amplifier les négociations et les conventions avec les services d'aide à domicile	

Quels impacts de la VP7 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Attribution de prestations d'aide sociale à domicile et en établissement
Attribution de certaines prestations relevant des minima sociaux (ex : AAH)

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Actions de prévention sur la nutrition (dénutrition, malnutrition) dans le cadre de la Conférence des Financeurs
Soutien aux établissements - Journées des ESAT

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Actions de prévention sur la santé et le bon vieillissement dans le cadre de la Conférence des Financeurs - Plan d'action des Contrats Locaux de Santé et du Schéma d'organisation sociale et médico-sociale - Missions des CLIC - Action de soutien au sport et à la culture

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Missions de la MDPH dans le cadre de la scolarisation des enfants en situation de handicap - Missions de la MDPH sur le champ de l'insertion professionnelle - Actions de formation soutenues dans le cadre de la Conférence des financeurs pour les personnes âgées - Actions de formation envers les aidants - Convention de professionnalisation dans le secteur des aides à domicile - Soutien à l'handi-parentalité

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> IMPACT POSITIF

Soutien et développement à certaines associations de femmes dans le cadre de la Conférence des Financeurs
Actions de soutien aux aidants familiaux et aux aides à domicile ou en établissement, très majoritairement féminins [DEFH]

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

SLIME départemental : attention à la situation des personnes âgées vivant à domicile, grâce à la mobilisation des réseaux des acteurs sociaux

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Politique de soutien du secteur de l'aide à domicile et en institution contribuant à la pérennisation des emplois dans une démarche qualitative et de formation

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Politique d'innovation en particulier dans le cadre de la Conférence des Financeurs et de la Silver Economie
Coopération et soutien à l'innovation en partenariat avec la CNSA - Pôle ressources logement
Coopérations avec AUTONOM'LAB, activateur régional de projets innovants pour l'autonomie des personnes

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT FAIBLE

Actions de la Conférence des Financeurs en soutien aux populations immigrées vieillissantes

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Actions du schéma Autonomie, concourant à l'adaptation du cadre bâti (ergothérapeute, ateliers collectifs...) - Actions du schéma encourageant l'intergénération et le vivre ensemble
Actions favorisant la mobilité (transport adapté, prévention routière...) et la lutte contre l'isolement des personnes

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Soutien à la recyclothèque du GIHP

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Plan Canicule : en période de canicule, dispositif de surveillance des personnes âgées isolées
Prototypage du Stress-test canicule extrême pour les personnes âgées et handicapées tirant partie des apprentissages de la crise COVID-19 (chroniques d'étonnement, Delphi...)

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NEUTRE

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NEUTRE



16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

La crise COVID-19 a conduit au développement rapide de nouvelles pratiques pour maintenir le service et le lien avec les personnes âgées et handicapées. Certaines de ces pratiques seront pérennisées pour améliorer l'accueil et le suivi des personnes (capitalisation en cours).
Place renforcée des usagers dans les dispositifs de simplification administrative (ateliers usagers)
Soutien aux actions de médiation numérique

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Animation de la démarche partenariale participative «Territoire 100% inclusif.»
Démarche partenariale et concertée du suivi du Schéma Autonomie - Soutien aux Contrats Locaux de Santé - Animation et préparation du renouvellement du CDCA - Missions de la Conférence des Financeurs - Coordination sur les territoires avec l'ensemble des acteurs. CLIC et CPOM

VP8 - Préservation de l’environnement, gestion des risques et des ressources, infrastructures routières

Commissions :
16. Politique de l'eau et des déchets
17. Infrastructures routières

Priorités de mandat

- Accompagner les collectivités et acteurs locaux dans la mise en œuvre de leurs missions dans les domaines de l’eau, de l’assainissement et de l’environnement.
- Intégrer la gestion des risques girondins à l’échelle interdépartementale.
- Conforter la sécurisation des infrastructures départementales et hiérarchiser les usages.

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d’après le guide d’évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d’évaluation d’efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Développer la culture et la prise en compte multi-dimensionnelle des risques	Objectif du mandat : intégrer la pratique de l'évaluation des risques dans toutes les compétences du Département et développer la sensibilisation des agents et des territoires à la culture du risque Mise en œuvre du Plan départemental des risques (PDR) Développement de la culture du risque vers les agents via intranet : création de l'outil de visualisation cartographique des risques, sensibilisation via l'intranet par la création d'une communauté risque, lancement du marché sur la communication et la sensibilisation sur les risques Plan de Continuité d'Activité (PCA) : réalisation d'un retour d'expérience sur l'utilisation du PCA dans le cadre du COVID 19, exercice de crise Risque inondation : mise en place d'un plan d'urgence type face au risque inondation pour le déployer sur les bâtiments départementaux - élaboration de l'action de sensibilisation des collégiens en zone inondable dans le cadre de l'appel à projets «collèges» - accompagnement des collectivités à la mise en place de la GEMAPI et des actions de lutte contre les inondations Poursuivre l'animation de la CLIN et l'information sur le risque nucléaire	Poursuivre le déploiement des outils favorisant la culture du risque. Assurer la mise en œuvre des conclusions sur le RETEX Covid 19 / PCA et l'adaptation du Plan de Continuité d'Activité. Accompagner les EPCI et communes sur la prise en compte des risques majeurs, de la compétence GEMAPI, et poursuivre l'ingénierie sur le risque inondation et plans communaux de sauvegarde Avis et conseils auprès des directions opérationnelles sur le risque inondation et la gestion de crise Poursuivre la mise en œuvre des actions du Plan Départemental sur les risques majeurs en Gironde Appel à projet innovation et résilience face aux risques	● 250 points de surveillance en Gironde dont 50 spécifiquement sur la qualité de l'eau ● 5268 analyses sur eau de consommation humaine ● 3722 analyses dans piscines, 654 en baignades naturelles ● 3 ponts suspendus départementaux en Gironde auscultés et surveillance des autres ouvrages girondins
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir la sécurité des déplacements des Girondines et des Girondins	Objectif du mandat : résorber les points noirs routiers et améliorer les conditions de sécurité des voies départementales ; assurer la pérennité d'une eau potable de qualité pour les Girondins Poursuite du chantier de la déviation de Fargues Saint Hilaire, obtention de l'arrêté préfectoral pour la déviation du Taillan et début des travaux (ouvrages hydrauliques), poursuite des études du Plan Médoc Engagement des travaux de recalibrage de la RD 209 en Médoc	Terrassements généraux de la déviation du Taillan, poursuite de la déviation de Fargues	● Suivi de l'accidentologie
Lutte contre le changement climatique	Poursuivre la diminution des émissions de GES	Objectif du mandat : montrer l'exemple dans la construction sobre des routes Verdissement de la flotte d'engins du parc Départemental Acquisition et dotation des services en ZOE électriques. Expérimentation d'engins électriques  Étude de l'évolution des infrastructures en bordure de rivière et du trait de côte suite à l'érosion	Analyse approfondie et suivi des expérimentations pour vérifier la pertinence des procédés ainsi que la durabilité des solutions innovantes proposées par les entreprises dans le temps Utilisation de déchets d'ostréiculture comme nouveaux matériaux pour combler les carrières	● 2 : nombre d'épareuses électriques acquises et mises en service par le Parc ● Expérimentation Chaussydoux : conversion de 2 km de route
Préservation de la biodiversité	Contribuer à la bonne gestion des rejets d'assainissement afin de préserver la qualité des milieux récepteurs	Objectif du mandat : développer l'appui aux collectivités pour la bonne gestion des rejets d'assainissement Poursuivre et développer l'ingénierie pour les services publics de l'eau potable et de l'assainissent par une présence forte auprès des élus de ces services permettant de les assister dans la gestion et le contrôle de leur fonctionnement Lancement du projet de modernisation de la gestion des services publics de l'eau potable et de l'assainissement de la Gironde (création de COPIL et COTECH et organisation de journées de communication du Président à l'attention de ces services les 21 et 22/09/2020 Suivi régulier de l'impact des rejets des eaux usées traitées sur les milieux naturels superficiels par le SATESE	Organisateur concertation territorialisée pour le schéma stratégique départemental de l'eau potable	● Suivi du fonctionnement des stations d'épuration et d'une trentaine de rejets dans les milieux naturels superficiels. ● Plus de 600 rapports de suivi et d'expertise de ces STEP à l'attention des maîtres d'ouvrage, de l'Agence de l'Eau Adour Garonne et des services de Police de l'Eau (DDTM)
Gouvernance et participation citoyenne	Développer la concertation et l'accessibilité des projets avec les Girondines et les Girondins	Objectif du mandat : installation d'une gouvernance multipartite de l'eau et de l'aménagement Bilan très positif de l'expérimentation Aménag'eau suite à l'évaluation menée en 2019. L'année 2020 a été marquée par l'élaboration d'une stratégie de communication et l'amélioration des outils existants (site web, plateforme collaborative...) afin d'assurer la diffusion de l'information et le partage de connaissances notamment durant l'élaboration des SCOT et des PLU Le SSDEP a été lancé officiellement en février 2020. La phase d'état des lieux et de diagnostic est en cours avec des COTEAUP prévus en sept - oct 2020 pour le partage de cette phase Le comité de suivi environnemental de la déviation du Taillan a été constitué et réuni. De nouveaux avis ont été demandés sur la protection de la nappe  Lancement des ateliers du Conseil Départemental de l'Eau	Poursuite de l'accompagnement des collectivités par la mission Aménag'eau. Mise en œuvre de la stratégie de communication et déploiement de nouveaux outils favorisant le partage de connaissances * Relancer le partage d'information et la collaboration entre les structures de grands bassins (convention de partenariat) * Développer la phase 3 du SSDEP sur le bilan besoins/ressource et ressource/besoins et poursuivre la concertation en vue d'élaborer les schémas opérationnel et stratégique Poursuite des travaux de concertation du Conseil départemental de l'eau	● 2 volets eau (accompagnement technique et financier du Département) dans les SCOT Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre et SCOT Cubzaguais Nord Gironde ● 4 Groupes de travail dans le conseil départemental de l'eau ● Suivi de l'évolution de la gouvernance de l'eau

Quels impacts de la VP8 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT NON MESURE

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Conciliation des usages de l'eau dont agricoles, hydro-économie, Laboratoire Départemental d'analyse (sécurité alimentaire)

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

SATESE (appui aux maîtres d'ouvrage), Laboratoire Départemental d'Analyse (analyse des cantines et de la qualité des eaux)
Résorption des points noirs routiers et création de déviations pour réduire le trafic automobile dans les centres bourgs limitation des impacts négatifs sur la qualité de l'air. Travail sur le partage de la route et le co-voiturage

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT FAIBLE

Participation à l'éducation (responsabilité des consommations)
Projet MAC Eau (dimension formation et transfert)

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Relayer la question de la démarche autour de la nouvelle gouvernance de l'eau via le comité départemental de l'eau ainsi que le schéma départemental de l'eau potable

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACTS FAIBLE

Politique de soutien intégrant les pratiques sobres et vertueuses du maître d'ouvrage et le prix payé par les consommateurs

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF.

Clauses sociales dans les marchés publics
80% de la commande publique sur la voirie départementale est attribuée à des entreprises girondines

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Expérimentation Chaussidoux

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT NON MESURE

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Participation à l'entretien du réseau routier maillant le territoire et appui aux mobilités douces
Accès et préservation de la ressource en eau selon la diversité des usages : traitement équitable et homogène de la desserte du territoire départemental
Approche des infrastructures en transversalité des modalités de mobilité
Valorisation et développement du covoiturage

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Promotion des usages et solutions pour économies d'eau, fiabilisation de l'accès à la ressource en eau potable, hydro-économie, gaspillage
Aide à la gestion patrimoniale des réseaux

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Convention d'Engagement
Volontaire, application des variantes environnementales dont impact Climat, dans les marchés publics.
Pilotage et suivi (SEVE)
Plan de Continuité d'Activité (PCA)

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> MESURES DE RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Mise au point de la technique de recyclage et valorisation des coquilles d'huitres pour le comblement des carrières

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> MESURES DE RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

100% des impacts sont compensés, 83% des surfaces de compensation sont maîtrisées par le Département (replantations, restauration, renaturation...), compensation dans la proximité

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Valorisation de la boîte à outils aménag'eau, mais aussi la tenue du comité départemental de l'eau

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Schéma départemental de l'eau potable, comité de suivi environnemental mis en place sur le taillan



VP9 -

Politiques de l’insertion

Commissions :

18. Politique du RSA (Revenu de Solidarité Active)



PRIORITÉS DE MANDAT

- Faire de l’innovation sociale et de l’expérimentation des outils privilégiés de développement de nos politiques d’insertion et de déploiement de nos dispositifs
- Participer à la réduction des inégalités en soutenant particulièrement les territoires où vivent les publics les plus fragilisés
- Organiser la participation des usagers

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d’après le guide d’évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)



P = Planifié. Mise en œuvre et actions en cours



D = Déployé. Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d’évaluation d’efficacité.



C = Contrôlé. Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.



A = Amélioré. Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.



Action phare 2020 stratégie de résilience

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
 Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'insertion sociale et professionnelle de toutes les Girondines et tous les Girondins	Objectif du mandat : créer une synergie entre les acteurs du champ de l'insertion et être garant qu'il n'y ait pas de rupture des parcours  Revenu de base : nouvelle intervention du collectif des 19 départements en avril 2020, publication d'une tribune commune dans le JDD Accompagnement global : convention cadre avec Pôle emploi inscrit dans la contractualisation Etat issue de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (garantie d'activité nationale) et dans la stratégie girondine issue du PTI, Intégration de nouveaux CCAS et d'une association référent (Diaconat) RSA&Saison : Poursuite de l'accompagnement au cumul du RSA avec les revenus du travail saisonnier agricole et viticole pour ne pas générer des arrêts de droits expérimentée entre le 1 ^{er} Septembre et le 31 décembre 2019 en coordination entre le Département, Pôle Emploi, la CAF, la MSA et l'ANEFA Modifications du règlement du FAJ permettant de mieux prendre en compte les besoins des jeunes . Pendant le COVID, travail renforcé auprès des jeunes NEET des plateformes de repérage et de leur accompagnement nécessaire	L'analyse des deux campagnes RSA&Saison permettra d'envisager les ajustements nécessaires	● Accompagnement global : 1165 entrées en 2019 + 549 jusqu'en juin 2020 ● RSA&Saison : En 2019, 394 allocataires du RSA ont repris une activité saisonnière et ont bénéficié de ce dispositif. En total cumulé, ces contrats saisonniers ont représenté 40 334 heures de travail réalisées auprès de 200 employeurs girondins
		Objectif de mandat : une organisation territorialisée PTI 2019-2021 : mise en place d'une nouvelle gouvernance départementale et de nouvelles instances de pilotage territoriales. Dans ce cadre, des plans d'action locaux notamment dans le champ de l'insertion professionnelle doivent être établis entre les PTS et tous les acteurs locaux de l'insertion Mise en place d'un Projet Social de Territoire, à l'échelle de chaque Pôle Territorial de Solidarité. Les 9 projets intègrent des fiches actions relatives à l'insertion, visant notamment à faciliter le parcours des personnes concernées	Suivi et évaluation des nouvelles modalités de soutien à la relance de l'activité (suite COVID-19) pour les personnes exclues des aides publiques (début 2021) Mettre en œuvre par territoires des commissions pour la jeunesse en difficulté	● BDI : + de 1270 adhérents, une augmentation de 42% du nombre de visiteurs par mois /2019 ● Plateforme TI : En 2019, près de 1300 accompagnements engagés. Sur 273 fin d'accompagnement, 29% de sortie positive du RSA
 Épanouissement de tous les êtres humains	Faciliter l'accès de tous à une activité par des actions d'insertion et d'inclusion	Objectif du mandat : améliorer l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA et en particulier sur des territoires fragilisés inscrits dans le couloir de la pauvreté. Accompagnement renforcé, et engagement en faveur du projet de seconde Loi d'expérimentation Territoire Zéro Chômeurs de Longue Durée L'action «Développement des Carrières et Compétences» (D2C) est accessible à l'ensemble des girondins dont 70 % d'allocataires du RSA Poursuite de la mise en œuvre de l'action «EDEAccess» de dynamisation professionnelle d'allocataires du RSA rencontrant des problématiques de santé sur les 2 territoires ruraux (Médoc et Sud Gironde) et ouverture de l'action à l'espace métropolitain	Mise en place des conditions de démarrage du territoire Zéro chômeur de longue durée Poursuite et déploiement de la réflexion et de l'expérimentation d'insertion sur les champs des métiers d'aide à la personne	● 225 entreprises sollicitées dont 100 avec un intérêt appuyé pour la démarche TZCLD ; 150 habitants mobilisés ● D2C : 600 personnes et 500 entreprises accompagnées ● 300 personnes accompagnées EDEAccess dont 140 sur les territoires fragilisés
 Production et consommation responsables	Garantir l'accès pour tous à une mobilité durable et autonome	Objectif du mandat : garantir l'efficacité des Plateformes Mobilité pour permettre un maillage territorial Poursuite de la structuration de la politique mobilité en direction des publics engagés dans des démarches d'insertion Plateformes mobilité : Renouvellement des partenariats qui couvrent l'ensemble du territoire girondin Reconduction du soutien financier aux 4 structures porteuses de location de scooters, adaptation du règlement d'intervention des aides individuelles adapté en 2020 pour la prise en charge par la collectivité du montant de la caution pour les deux roues motorisés  Expérimentation du garage social itinérant pour faciliter la mobilité des publics en Sud Gironde avec une mise en œuvre effective d'octobre 2019 à mars 2021 (prolongation en raison du confinement et de l'inactivité durant cette période). Auto Ecoles Sociales labellisées : Suivi de l'impact pour évaluer la plus-value de la pédagogie dispensée aux personnes en difficulté d'apprentissage	Déploiement progressif du garage social itinérant sur le territoire girondin Location de scooters : Projet de convention et de cofinancement pour le public RSA et public jeune. Augmentation du nombre de bénéficiaires RSA attendue en 2020, en lien avec les prescripteurs Mise en œuvre d'une seconde opération d'actions collectives pour les jeunes en difficulté NEET autour de services civiques et de chantiers citoyens et du renouvellement des plateformes jeunes NEET	● PFM : presque 500 personnes accompagnées sur les plateformes mobilité de l'agglomération, du Bassin et de la Haute Gironde, dont 270 RSA à juin 2020 ● Garage social itinérant : 75 prescriptions (dont 26 RSA), 55 rdv et 14 réparations sur 6 mois effectifs d'activité ● Location de scooters : 210 bénéficiaires en 2019 dont 42 RSA ● 100 jeunes en difficulté NEET inclus dans des actions collectives
 Participation citoyenne	Généraliser la participation des usagers sur les dispositifs qui les concernent	Objectif du mandat : approfondir et faciliter la participation des usagers en les impliquant dans la mise en œuvre et l'évolution des dispositifs d'insertion au-delà des obligations légales Travail engagé fin 2019 avec Apprentissa' jeu pour rendre accessible et communicable l'offre d'insertion locale en le coconstruisant avec le groupe d'usagers, Le déploie-ment a été impacté par la COVID-19 Préparation technique conjointe avec les services informatiques du suivi fédéré pour permettre aux allocataires du RSA via un espace personnel d'accéder à des informa-tions utiles à leur parcours d'insertion Réalisation d'une enquête départementale sur les allocataires de plus de 3 ans dans le dispositif d'appuyant tant que une approche quantitative / statistique que qualitative avec l'interview d'allocataires	Mise en œuvre et déploiement du suivi fédéré auprès de tous les allocataires Étude associant les allocataires du RSA : Partage des éléments d'analyse de l'étude et élaboration d'une stratégie d'actions pour les allocataires du RSA depuis plus de 4 ans	● Enquête sur les ARSA de + de 3 ans : 50 allocataires interviewés : 26 en milieu urbain, 24 en milieu rural
 Gouvernance	Poursuivre la concertation et la co-construction des projets avec les partenaires et les usagers concernés	Objectif du mandat : installer une gouvernance pérenne Création et installation d'une instance partenariale stratégique (comité stratégique départemental) portant la politique Girondine d'insertion. Composée de l'État de la Région, de Pôle emploi, de la CAF et de la MSA, cette instance définit les orientations et les priorités en matière d'insertion. En 2020, elle a opéré le suivi de la mise en œuvre des orientations fixées dans le PTI et les réajustements nécessaires liés à la crise sanitaire et ses conséquences. C'est une pré-figuration du Service Public de l'Insertion	Animer cette instance autour d'un partenariat renforcé et solidaire pour faire face aux effets de la crise sanitaire sur les publics les plus fragiles Collaborations insertion - ASE pour prévenir les sorties sèches et mettre en œuvre des parcours d'insertion pour ce public cible	● 1 comité de pilotage stratégique départemental et 9 COPIL territoriaux de la politique Girondine insertion

Quels impacts de la VP9 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

«Eradiquer la pauvreté n'est pas un espoir, c'est un objectif». (avis du jury citoyen sur le revenu de base 15-02-2017)

Augmentation des aides individuelles et campagne d'information pour faciliter l'accès aux droits

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

Travailler le lien entre la production et les structures de l'IAE, les épiceries sociales et solidaires, les circuits courts et l'accès à une alimentation saine pour toutes et tous

Soutien aux structures de l'IAE intervenant dans le champs alimentaire (maraîchage, transformation et circuits courts)

Aides pour l'accès à la cantine pour les enfants de parents au RSA

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Accompagnement des allocataires du RSA sur la santé avec EDEAccess : déploiement sur de nouveaux territoires

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Ouverture et expériementation d'un nouveau champ d'apprentissage professionnalisant par des chantiers formation insertion sur les services d'aides à domicile

Accompagnement aux apprentissages de la langue française (lutte contre l'illettrisme, l'e-lectronisme, l'analphabétisme, FLE)

Face aux contraintes sanitaires COVID-19, les agents ont développé de nouvelles pratiques et de nouveaux outils pour un accès plus fluide aux droits et un lien plus solide simplifié avec les allocataires du RSA (visio-consultation, services téléphoniques...)

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Conciliation vie familiale et vie professionnelle : accompagnements spécifiques des familles monoparentales

Déploiement d'actions insertion spécifiques pour les femmes : action «Mère et femme, un équilibre possible» sur le territoire des Graves

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT NON MESURÉ

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Orientation et relais vers des actions d'accompagnement à la gestion économique, sociale et familiale. Soutien aux mobilités douces et apprentissage des déplacements à vélo. Initiation à la pratique et renforcement de l'accès aux vélos électriques pour les publics en insertion

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Déploiement sur tout le territoire de l'action D2C

Travail d'influence, d'accompagnement et de renforcement des projets pour les Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée sur le territoire

2e année d'expérimentation de l'actions RSA\$Saison

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT NEUTRE

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Accompagnement à l'insertion des personnes réfugiées

Contacts avec des pays du monde entier autour de la préfiguration de l'expérimentation du revenu de base et analyse des premiers retours d'expériences

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Maillage territorial complet et renforcement des plateformes mobilité sur tout le territoire

Expérimentations des garages solidaires

Aides individuelles à la mobilité. Dons de véhicules réformés aux associatins d'insertion

Déploiement des actions d'insertion à échelle des 9 PTS en proximité et maillage avec les acteurs locaux

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Pilotage, déploiement et accompagnement des clauses sociales dans les marchés publics

Soutien aux structures de l'IAE (maraîchage, économie circulaire, circuits courts, mobilité)

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT FAIBLE

Inscription des projets sociaux de territoire dans la stratégie de résilience girondine

Accompagnement des personnes en insertion vers les dispositifs de lutte contre les vulnérabilités énergétiques et climatiques (confort d'hiver et confort d'été)

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NEUTRE



15 Préserver les éco-systèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT FAIBLE

Chantiers d'insertion pour l'entretien des bords de rivières

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la traite et l'exploitation des êtres humains par le renforcement de l'accès au juste droit et lutte contre le non recours

Accès aux droits fondamentaux et lutte contre l'isolement des personnes en situation de précarité Accès au droit à l'accompagnement pour favoriser la continuité du parcours

Poursuite de la politique de participation citoyenne Coconception des dispositifs avec les usagers de la politique d'insertion

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Co-construction d'un nouveau mode de gouvernance départementale et territorialisée du Pacte Territorial d'Insertion

Gouvernance inter-départementale de l'expérimentation du revenu de base et partenariats européens

VP10 -

Politique éducative et sociale, collèges

Commissions :
19. Collèges

PRIORITÉS DE MANDAT

- Favoriser le développement de la politique éducative et sociale.
- Consolider le Plan stratégique collèges.
- Établir un partenariat contractualisé avec les établissements.

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Garantir un accès équitable et solidaire pour tous à l'éducation	Objectif du mandat : mener une démarche prospective pour penser les collèges dans 30 ans en mettant au cœur le bien-être des élèves Poursuite de la procédure appel à projet collèges permettant de financer les projets pédagogiques des collèges  Lancement de l'opération 1 collège = 1 potager 3 collèges en expérimentation zéro déchet Maintien des aides sociales aux collégiens : bourses départementales, aides à la restauration...	Premières livraisons du plan collèges ambition 2024 : Marsas, reconstruction du collège Jacques Ellul rue Mayaudon, livraison des collèges Edouard Vaillant à Bordeaux, Jean Jaures à Cenon et Toulouse Lautrec à Langon	● 885 projets déposés appel à projet 2020-2021 ● 23 collèges soutenus pour la création d'un potager
Épanouissement de tous les êtres humains	Favoriser le bien-être, la citoyenneté et le savoir vivre ensemble au collège	Objectif du mandat : aller vers une logique de massification de l'usage du numérique au service de la pédagogie et de l'apprentissage et favoriser l'épanouissement de tous les personnels des collèges Action Covid-19 : prêt de matériel informatique aux collégiens pendant le confinement afin d'assurer la continuité pédagogique	Reprise de 7 collèges supplémentaires en gestion et maintenance	● 99 PC fixes, 400 ordinateurs portables et 50 tablettes prêtées aux collégiens durant le confinement ● 100% des collèges publics reliés à la fibre
Lutte contre le changement climatique	Promouvoir une démarche de qualité dans la gestion de l'énergie	Objectif du mandat : poursuivre et améliorer la performance énergétique des collèges, notamment par le renouvellement du contrat fluides des collèges et la mise en place d'un Contrat de Performance Énergétique à l'échelle des 105 collèges Certification ISO 50 001 du système de management énergétique (SME) de la direction des collèges	Mise en œuvre du Plan de progrès Poursuite de la recherche de l'excellente environnementale dans les projets du Plan collèges ambition 2024 Coordination avec le plan d'action du BEGES et les objectifs de la stratégie neutralité carbone 2050	● En 10 ans: -20% de consommation de gaz - 36% de consommation d'eau - 21% d'émission de gaz à effet de serre
Préservation de la biodiversité	Susciter des pratiques respectueuses de la santé et de l'environnement	Objectif du mandat : intensifier le recours à des produits issus de l'agriculture biologique pour la restauration au sein des collèges Poursuite de la promotion des produits bio et circuits courts à travers le partenariat avec 1plusBio et Interbio Partenariat formalisé avec le Lot et Garonne pour promouvoir les fruits et légumes de ce département dans nos collèges Construction d'un partenariat avec les acteurs de la biodiversité à travers le Plan collèges Ambition 2024	 Accroître le nombre de collèges labellisés bio-engagés : Minimum 20 Lancement d'un marché de fruits et légumes bio	● 10 collèges labellisés, mais en raison du covid19, pas de possibilité de labelliser de nouvel établissement «bio-engagé» en 2020
Production et consommation responsables	Conduire une politique de restauration homogène, responsable et locale	Objectif du mandat : généralisation et application de la Charte de la restauration Programme type d'une cuisine du Plan collèges ambition 2024 établi Lancement d'une démarche collège zéro déchet : travail d'élaboration du cahier des charges et première expérimentation au collège de Saint-Ciers-sur-Gironde Action COVID-19 : production de repas pour les SDF et des personnes vulnérables par la cuisine centrale du collège Edouard Vaillant durant la crise de la COVID-19	Lancement d'un marché de fruits et légumes bio Démarche Ecocert dans quelques établissements volontaires	● 103/105 collèges ont signé la charte de la restauration et adhéré au groupement départemental ● 11000 repas produits par la cuisine centrale d'Édouard Vaillant durant la crise de la COVID-19
Gouvernance et participation citoyenne	Piloter la concertation pour chaque projet engagé	Objectif du mandat : refonte de la gouvernance pour aller vers des contractualisations multipartites et coconstruites Démarrage de la concertation pour redéfinir les cartes scolaires liées aux constructions de nouveaux collèges, sur propositions d'un comité consultatif et avec consultation des girondins par questionnaire. Redéfinition des modalités prévues en cours suite à la crise du Covid-19.	Redéfinition d'un grand nombre de secteurs collèges avec les parties prenantes concernées en lien avec les ouvertures d'établissements prévues pour la rentrée 2022 dans le Plan collèges ambition 2024	● Plus de 2500 collégiens et leurs familles ont répondu à un questionnaire en ligne sur «le collège de demain en Gironde»

Quels impacts de la VP10 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

L'éducation est un levier pour la lutte contre la pauvreté
Accès à la demi-pension pour tous les collégiens de Gironde + bourses et aides sociales

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT POSITIF

85% des collégiennes et des collégiens en Gironde demi-pensionnaires, Bio et circuits courts dans les cantines, lutte contre le gaspillage alimentaire

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Bien être des collégiennes et des collégiens, agents et personnels au cœur du Plan Collèges et de la politique de restauration
Politique de prévention et qualité de vie au travail pour les agents des collèges

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

21 dispositifs d'appels à projet sur la citoyenneté, l'environnement, la culture...Plateforme départementale pour les stages de 3eme

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Formation obligatoire du personnel sur les discriminations et l'égalité femmes-hommes pour casser les stéréotypes au travail liés au genre. Intégration systématique de la répartition de l'espace selon le genre. Tous les nouveaux collèges intégreront les préconisations des diagnostics (4 collèges existants déjà engagés)

2 commissions sur l'égalité filles-garçons dans le Conseil Départemental des Jeunes (CDJ), lutte contre les stéréotypes

Prix collégiens lauréat porte sur la condition féminine

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Bail vert dans les collèges contrat de coresponsabilité incluant les économies d'eau, récupération des eaux pluviales 15 collèges bio-engagés

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Référentiel bâtiment durable, Deltaconso, contrat de fluides, bail vert, expérimentations énergies renouvelables - Signature du nouveau partenariat de Performance énergétique pour les 105 collèges, avec objectifs ambitieux de baisse des émissions de GES [DTE]
Ambition E3 + C2 sur le plan de la performance énergétique pour les nouveaux collèges du Plan Collèges

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT FAIBLE

Application de clauses sociales à différents niveaux (étude/conception notamment) pour favoriser l'emploi des personnes en insertion
Création de parcours professionnels d'insertion.

Impact positif du plan collèges sur l'emploi local

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Critères de développement durable dans les marchés de construction et d'entretien soutien à l'innovation des entreprises (E3+, C2-)

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT NEUTRE

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Favoriser une répartition équilibrée des collèges. Des collèges ouverts sur les territoires : mutualisations qui participent à la vie des territoires

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Bail vert, construction durable et charte de restauration...
Plan Collèges 2024 qui promeut et favorise les mobilités douces

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Systèmes d'aération et de rafraîchissement des collèges, actions en matière de santé environnementale
Lancement d'un programme de construction de 13 collèges et de 10 réhabilitations, aligné sur le référentiel Energie Positive - Carbone restreint [DTE]
Travail mené avec ATMO et CEREMA sur la qualité de l'air Le confort d'été devient un critère d'analyse de l'offre

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> RÉDUCTION DES IMPACTS NÉGATIFS

Inscription architecturale qui intègre les critères environnementaux de l'implantation
Stratégie ERC avec autant faire se peut réduire l'impact par la compensation



16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Déploiement de dispositifs permettant de développer et d'accompagner la citoyenneté
Création d'une ligne budgétaire pour les classes ULIS au sein des collèges girondins

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

82 conventions d'objectifs tripartites, dialogues financiers, charte de la restauration, observatoire démographique...

VP11 - Mobilités

Commissions : 20. Mobilités

PRIORITÉS DE MANDAT

- Encourager les mobilités douces pour les trajets domicile-travail et scolaires
- Assurer la continuité d'un service public de transport favorisant la solidarité territoriale
- Encourager le covoiturage

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA (d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Équilibrer l'offre de mobilité sur tout le territoire	Objectif du mandat : développer les mobilités douces sur tout le territoire Poursuite de la mise en œuvre du Schéma départemental des itinéraires cyclables : études et concertation sur l'itinéraire St-Macaire-Castets et sur l'EV3 Léognan-La Brède Rééquilibrer l'espace consacré aux vélos et aux usagers motorisés sur l'espace public routier départemental = premières expérimentations de chaussée à voie centrale banalisée (chaucidou) et de bandes cyclables sur RD hors agglomération afin d'assurer des connexions cyclables manquantes et/ou de desservir des collèges et pôles multimodaux Schéma des Mobilités des Hauts de Garonne : Diagnostic, définition des enjeux validés au 1 ^{er} trimestre 2020 ; Propositions d'actions à finaliser à l'automne avec validation en COFIL en fin d'année Transports maritimes : Continuité de l'exploitation des bacs pendant toute la période de confinement pour permettre aux mobilités urgentes de pouvoir se réaliser, et ce sur les 2 lignes ; Obtention de la certification Point d'accueil vélo pour les 4 sites d'embarquement, suite à l'investissement et la mise à disposition de matériels et moyens pour les cyclistes ; Poursuite de la communication sur la nouvelle grille tarifaire, proposant des tarifs attractifs pour les usagers réguliers donc locaux	Mise en œuvre du jalonnement sur la V91 Révision globale du Schéma départemental des itinéraires cyclables départementaux et du Schéma directeur routier Validation du Schéma des Mobilités des Hauts de Garonne et du Plan vélo des collégiens et mise en œuvre des premières actions Transports maritimes : Évaluation de l'impact de la grille tarifaire en 2 ^e semestre ; amélioration des circulations et des continuités vélos ; Augmentation des services mis à disposition, pour les mobilités douces	● Augmentation de la fréquentation sur les pistes cyclables départementales d'environ 4% entre 2018 et 2019 ● 1^{er} Chaucidou aménagé fin juillet 2020 sur la RD102E1 entre Grayan et Montalivet (2,8 km) ● Transports maritimes Fréquentation globale 2019 : PASSAGERS 1 268 994 VÉHICULES 482 395 Fréquentation vélo en augmentation de 10% sur chaque ligne
Épanouissement de tous les êtres humains	Lutter contre l'isolement et permettre la mobilité pour toutes et tous	Objectif du mandat : assurer une offre de transports adaptée à toutes les Girondines et tous les Girondins Développement des sessions de remise en selle sur les territoires girondins à destination des personnes en difficultés d'insertion sociale (action 5 du Plan Vélo). Création de partenariats avec associations et organismes d'insertion locaux. Première vague de dons de vélos récupérés à 6 associations d'insertion Poursuite de la prise en charge individualisée du transport scolaire des élèves et étudiants en situation de handicap. Dématérialisation des inscriptions pour l'année scolaire 2020/21 avec mise en place d'un portail familles facilitant les échanges entre les transporteurs, les familles et le CD Maintien de la grille tarifaire en 2020 des transports maritimes malgré une augmentation des charges Pendant la crise du covid, mise à disposition d'un service de transport à destination des personnels soignants et aidants	Maintien des sessions de remise en selle sur les territoires girondins à destination des personnes en difficultés d'insertion sociale (action 5 du Plan Vélo) et des partenariats avec associations et organismes d'insertion locaux. Poursuite des dons de vélos récupérés Mise en œuvre d'une billettique avancée des transports maritimes, permettant une gestion commerciale plus proche de chaque usager et une logique de fidélisation	● 20 sessions de remise en selle prévues sur l'ensemble de la Gironde en 2020, représentant au moins 80 personnes en insertion ● 1250 élèves handicapés inscrits pour l'année scolaire 2019/20
Lutte contre le changement climatique	Permettre le développement de l'intermodalité grâce à une meilleure connexion des différents moyens de transport	Objectif du mandat : permettre le développement de l'intermodalité grâce à une meilleure connexion des différents moyens de transport Spécifications dans le nouveau Système D'Information Voyageurs, à développer dans les années à venir, des interfaces permettant une interopérabilité avec les autres SI, en particulier Modalis opéré par la Nouvelle-Aquitaine Mobilités. Mise à disposition vers d'autres opérateurs sous la forme de Web Services selon un format ouvert Mise en place d'un tri sélectif sur la ligne Le Verdon-Royan Accompagnement financier et technique des communes et EPCI dans leur projet d'aménagement d'aires de covoiturage.(7 aires à l'étude)  Mise en œuvre d'une voie dédiée à une ligne de bus express sur la route départementale 936 (mise en service 2^e trimestre 2021)	Mise en place du nouveau Système d'Information Voyageurs des transports maritimes, en lien avec le nouveau Système Billettique Développement de stationnements vélos sécurisés sur certaines aires de covoiturage connectées au réseau cyclable départemental ou local	● Chantier avancé à 72% pour la RD 936 (retard cause Covid-19) Indicateur de suivi = Taux d'occupation des véhicules : 1,11 le matin, 1,24 le soir, trafic de 23 000 véh./j (enquête de trafic 2018)
Production et consommation responsables	Créer les conditions du changement de comportement vers des mobilités douces	Objectif du mandat : promouvoir les mobilités douces et encourager l'exemplarité interne Mise à disposition de matériels et de services dans le cadre de la certification Point d'accueil vélos  Défi 2030 - Stratégie de résilience territoriale : 100 % des collèges connectés à une voie douce : Études sur les mobilités et infrastructures cyclables autour des collèges publics girondins = phase 1 - 10 collèges pilotes = concertation sur les propositions d'actions à l'automne 2020 phase 2 - 95 collèges restants = finalisation du diagnostic et des propositions d'actions pour fin 2020 Enquête auprès des collégiens = exploitation des questionnaires à finaliser en fin d'année 2020 Plan de Mobilité d'Administration	Organisation des mobilités douces par des aménagements sur les gares de Verdon et Royan et à proximité Validation du Plan vélo des collégiens et mise en œuvre des premières actions	● 12 500 collégiens ont répondu à l'enquête mobilités ● 555 agents mobilisant le forfait Vélo en 2019, 685 en 2020 : + 23% en 1 an ● 70 agents participant en 2020 aux ateliers de réparation, formations sécurité à vélo, accompagnement à la maison, préfiguration d'une communauté vélo (45 en 2019) ● 120 agents aux 2 rencontres internes sur le covoiturage
Gouvernance et Participation citoyenne	Engager un dialogue avec les partenaires locaux pour tous les projets	Objectif du mandat : intégrer la question des mobilités dans les Pactes territoriaux Rencontre des acteurs professionnels locaux en présence des institutions dont le GPMB pour organiser des synergies de territoires pour les transports maritimes Validation du schéma des mobilités des Hauts de Garonne en fin d'année	Poursuite d'animations de réunions publiques ou plus restreintes pour les transports maritimes Poursuite de la mise en œuvre et contractualisations avec les territoires pour le schéma des mobilités des HG et les collèges	● Transports maritimes : 1 Réunion des usagers à la rentrée 2020 sur les questions d'appropriation territoriale en lien avec la grille tarifaire.

Quels impacts de la VP11 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Favoriser la mobilité des personnes en insertion et en situation de fragilité
Création d'une nouvelle grille tarifaire

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> PAS D'IMPACT

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

La pratique du vélo à tous les âges est également une pratique sportive qui améliore la santé et le bien-être. Cette pratique du vélo doit pouvoir devenir réflexe chez les jeunes (collèges)
Les moyens pour déploiement du télétravail à domicile est un facteur de limitation du stress liés aux mobilités
Succès du forfait vélo auprès des agents du Département

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Transport des élèves handicapés
Aide à la remise en selle (vélo) pour les personnes en insertion.

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT INDIRECT

Solutions techniques (franchissement, éclairage) visant à réduire le sentiment d'insécurité et lever les freins à l'usage des solutions de mobilité alternative à la voiture individuelle

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT FAIBLE

Développement des couvertures des aires d'attente des ferry en panneaux photovoltaïques + aire de St-André-de-Cubzac

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Le développement de la pratique cyclable et du covoiturage s'accompagne de nouvelles activités. Le vélo-tourisme génère également de l'emploi. Plateformes territoriales de la mobilité en lien avec les services sociaux
Augmentation du nombre de rotations du bac Le Verdon-Royan pour répondre aux besoins des travailleurs y compris en période de crise sanitaire (maintien du service)

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Expérimentation Chaudidou.
L'évolution de la grille tarifaire permet d'aller encore plus loin dans l'utilisation du bac comme alternative à un contournement par Bordeaux.
Se posera la question de la capacité actuelle de la ligne Blaye-Lamarque.

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Plateformes mobilité sur tout le territoire (cf VP9)
Soutien à la ligne express de Créon-Bordeaux Centre (réduire les inégalités territoriales de mobilité)

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Nouveau règlement d'intervention depuis 2019 renforçant l'incitation des collectivités à s'équiper en infrastructures cyclables et covoiturage (augmentation des plafonds et prise en charge jusqu'à 50 %)
Entretien du réseau départemental des pistes cyclables et développement de trajets et de zones sécurisées en zone urbaine pour desservir les services publics et éducatifs

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Propositions d'alternatives pour le changement des comportements en matière de mobilité
Pour les élus et les agents du Département : challenge mobilité, communauté et plateforme covoiturage, programme de la semaine de la mobilité 2020

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Les transports maritimes représentent 5 % du bilan des émissions de gaz effet de serre du Département (BEGES 2017), le changement des bacs aura un fort impact
Les déplacements des collégiens et des usagers représentent 18% du BEGES. Les évolutions des investissements et politiques s'inscrivent dans la stratégie neutralité carbone 2050

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> REDUCTION DES IMPACTS NEGATIFS A QUANTIFIER

Impact des bacs sur les écosystèmes marins et estuariens
Réduction des impacts des chassées sur les voies littorales (chaucidou)



15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> REDUCTION DES IMPACTS NEGATIFS A QUANTIFIER

30 000 m2 artificialisés par jour en Gironde. Des solutions d'aires de parking perméables sont implantées et suivies au niveau des usages et impacts (parking perméable du Domaine de Certes, aire de covoiturage de Salleboeuf en 2019)
Nouvelles grilles tarifaires des bacs pour inciter à prendre les transports en commun

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT INDIRECT

Les solutions de mobilités permettent d'accéder aux services publics sur le territoire
Expérimentation du suivi par télédossier pendant la crise COVID = maintien du service et exploration de nouvelles voies d'interactions avec les usagers s'affranchissant des mobilités

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Travail concerté avec les acteurs associatifs et institutionnels : schéma des coopérations intercommunales, coordination départementale du développement des itinéraires cyclables et du covoiturage, Gironde tourisme...

VP12 -

Citoyenneté, relations avec les usagers, communication et accès numériques

Commissions :
21. Relations avec les usagers et accès numérique

PRIORITÉS DE MANDAT

- Renforcer notre politique en faveur de la citoyenneté
- Accélérer notre transition numérique

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Assurer une information utile et largement accessible S'engager contre la fracture numérique	Objectif du mandat : bonne compréhension et perception par les Girondines et les Girondins des compétences et domaines d'intervention du Département. Le Schéma Directeur d'Aménagement Numérique du Territoire mis à jour en 2015 reposait sur les principes suivants : à horizon 5 ans, une couverture en très haut débit de 205 000 prises. A horizon 10 ans maximum, une desserte complémentaire de 54 000 prises. A plus long terme une desserte FttH/FttE de l'ensemble des 410 000 prises des la zone d'initiative publique de la Gironde Depuis mars 2018, la 2e phase du plan Gironde Haut Méga est lancée : objectif de couverture intégrale du territoire ramené à 6 ans et nombre de prises à couvrir réévalué à 500 000 en tenant compte de la densification Un serveur d'éligibilité accessible via girondehautmega.fr permet à chacun de connaître le calendrier appliqué à son adresse Mise en place d'un pôle information qui a été très utile à la gestion de crise	Poursuite de la seconde phase pour la construction d'une équité territoriale en offrant le Très Haut Débit (THD) pour toutes les Girondines et tous les Girondins, particuliers et entreprises Couvrir à terme 100 % des foyers concernés (hors Métropole et Libourne) grâce à un réseau de desserte de 30 000km au total et 9 375 km² équipés	● Couverture de 500 000 foyers en 6 ans et 600 000 foyers au bout de 25 ans situés hors Métropole grâce à un réseau de desserte de 30 000 km au total ● sur 6 ans 1 500 chantiers à lancer sur l'ensemble du territoire ● En novembre 2020, 100 000 prises ont déjà été construites
Épanouissement de tous les êtres humains	Conforter l'accès aux droits par une communication concourant à une meilleure lisibilité des services du Département	Objectif du mandat : permettre aux usagers de s'identifier et se décomplexer vis-à-vis des services du Département Déploiement d'un outil de gestion des agréments des assistantes maternelles permettant leur évaluation en mobilité par les puéricultrices Publication d'une carte des actions associatives en faveur des personnes âgées et des personnes en situation de handicap retenues par la Conférence des Financeurs Publication d'une carte permettant de trouver les Services d'Aides et d'Accompagnement à Domicile sur Gironde.fr	Évolution de la cartographie des lieux numériques Test avec Gironde Numérique d'un outil de visio-conférence avec médiateur pour faciliter l'accès au droit en lien avec les Maisons France Service et le CD de l'Accès au Droit Ouverture d'un portail pour les assistantes maternelles	● 231 lieux numériques identifiés et publiés sur une carte accessible depuis Gironde.fr
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'inclusion numérique de tous	Objectif de mandat : améliorer l'accueil des usagers pour une meilleure efficacité de leur accès aux droits 1- En interne : lancement d'une enquête sur Mascaret sous forme de Mooc auprès des agents de la collectivité, pour mesurer leur maturité numérique et leurs besoins thématiques d'accompagnement. Campagne de communication interne sur les meilleurs usages et la diffusion des bonnes pratiques (lancement en octobre 2020) Lors du 1 ^{er} semestre 2020, le confinement a engendré une accélération du télétravail à domicile et de sa cohorte d'outils collaboratifs : déploiement d'outils de web-conférence et tchat avec les formations associées, déploiement de softphones pour la téléphonie... L'ensemble des agents a accès au SI à distance via des plateformes dédiées (Dune, Pyla, VPN), selon leur équipement (PC personnel ou PC professionnel). Certains agents ont été dotés de PC portables et ponctuellement de smartphones 2- En externe : expérimentation d'envoi massif de textos sur les smartphones : assistants familiaux, usagers des Bacs maritimes... Extension de l'espace personnel de Gironde.fr avec dépôt des notifications pour les personnes âgées et les personnes handicapées	Généralisation du télétravail à domicile en deux phases : transitoire de septembre 2020 à Septembre 2021, généralisé à partir de septembre 2021, selon le bilan de la 1ère phase : équipement de tous les agents en télétravail de PC portables et softphones, évolution des plateformes d'accès au SI à distance, lancement du déploiement de la suite Microsoft 365 par brique fonctionnelle afin de favoriser le travail en mobilité de tous Extension de l'espace personnel avec les éléments concernant le process RSA des allocataires Expérimentation de l'Intelligence Artificielle couplée au RPA (robotic process automation)	Chiffres clefs du confinement : ● 142 nouveaux portables, 51 nouveaux smartphones, 140 licences Softphones, ● 1 000 licences d'accès au SI via Pyla/Dune, 500 licences NEOT, ● Prêt de 549 PC/ tablettes aux collégiens en difficulté ● Chiffres clés 2020 du télétravail à domicile : 500 nouveaux PC Portables, 2600 licences Microsoft Team, 2600 licences softphone
Production et consommation responsable	Poursuivre l'utilisation de papier recyclé et organiser le recyclage des déchets numériques	Objectif du mandat : mettre en place un marché de récupération et de recyclage des déchets numériques Poursuite du recyclage total des déchets numériques y compris ceux des collègues, par une entreprise de collecte et recyclage de matériel informatique et électronique Produits envoyés dans le circuit du recyclage en 2019 : 1023 Unité centrale / 412 Ecrans / 213 Portables / 115 Stations d'accueil / 90 Imprimantes / 47 Badgeuses / 26 Photocopieurs (Hors matériels collègues).  Zéro plastique à usage unique dans l'accueil et les manifestations du Département	Lancement du projet de dématérialisation des courriers Sensibilisation des équipes à l'éco-conception numérique pour éviter de créer des services numériques obèses Optimisation de l'usage des serveurs pour tenir compte de la rareté des matières premières (scandium, canthane, métaux rares)	● 100 % de récupération et recyclage des déchets numériques
Gouvernance et participation citoyenne	Associer les citoyens à la politique de communication Travailler avec les territoires en faveur du développement numérique	Objectif du mandat : déploiement du haut débit en lien étroit avec les communautés de communes et les territoires. Poursuite de l'accompagnement numérique de nos usagers, avec l'expérimentation APTIC sur 4 territoires d'ici fin 2020 et reprise de l'activité d'accompagnement dès le mois de juillet. Soutien aux associations de médiation numérique Projets SI engendrés par la démarche de budget participatif Création de la plateforme jeparticipe.gironde.fr, création d'outils de communication ciblant le dépôt d'idées pour une gironde résiliente par les jeunes de Gironde Mobilisation spontanée de citoyens vigies pour l'amélioration du réseau.	Poursuite du déploiement des chèques APTIC sur les 9 PTS Poursuite des tables rondes président-usagers Suivi transparent de la réalisation des idées lauréates du budget participatif Intégrer les propositions relatives à la communication figurant dans l'avis du Panel citoyen	● 5 300 chèques APTIC commandés en 2020. ● 5 demi-journées pour des accompagnements individuels /mois et 5 ateliers collectifs dans les locaux du PTS et MDS de la Porte du Médoc pour le 2^e semestre 2020. ● 15 lieux labellisés APTIC

Quels impacts de la VP12 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Chèques APTIC
Redevance usages prélevée sur les délégataires pour favoriser l'inclusion numérique. Accueil thèse CIFRE en cours sur l'inclusion numérique à Gironde Numérique

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Pendant le confinement, mobilisation autour de l'opération des «paniers suspendus» en partenariat avec la Chambre d'Agriculture de la Gironde afin de soutenir les plus démunis et les producteurs

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Informations utiles relayées pendant la crise COVID-19
Renforcement du lien social numérique au travers d'ateliers numériques (Conférence des financeurs)

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Ecoles numériques : modernisation des équipements numériques des écoles (Gironde numérique)
Reprise et modernisation du SI des collèges - Projet «numérique pour tous» avec les collégiennes et collégiens de classes de SEGPA - Financement d'un fab lab itinérant du partenaire Cap Sciences
Bus numérique pour les seniors

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> IMPACT POSITIF

Campagne de communication sur l'égalité renforcée sur la question des violences faites aux femmes pendant et après le confinement
Installation de la parité via des binômes filles garçons élus pour siéger au Conseil départemental des Jeunes
Veille à la représentation équitable des femmes et des hommes dans les publications du Département

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Tableaux de bord du système d'information décisionnel (SID) sur l'eau partagés avec les communes et syndicats et capteurs pour éviter le gaspillage - Mac' eau
Équipement en capteurs «open source» pour plus d'autonomie et de réactivité des communes. Sensibilisation dans les outils d'information et de communication de l'institution (partenaires, usagers et agents)

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT À QUANTIFIER

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT À MESURER

Intégration de la clause sociale dans les marchés
La venue de la fibre sur certains territoires permet l'installation ou le retour de petites entreprises (évaluation à préciser)

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT POSITIF

Reprise et modernisation de l'infrastructure des collèges dans les datacenter du Département. Plan Haut Méga (anticipation évolution réseaux)

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Lutte contre la fracture numérique : développer les actions d'inclusion numérique (chèque numérique APTIC et publication d'une cartographie des lieux d'accompagnement numérique) et l'investissement sur les infrastructures pour renforcer l'accès au numérique à toutes et tous partout sur le territoire

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Préparation de boucles de sécurisation des réseaux informatiques en cas de chocs
Campagne de communication sur la stratégie girondine de résilience territoriale et page dédiée sur Gironde.fr

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Filières de récupération et de recyclage de la totalité des déchets électroniques
Labellisation Imprim'Vert de l'imprimerie départementale (moins de déchets, moins de déchets toxiques, analyse en cycle de vie des fournitures)
Diminution et éco-responsabilité des objets promotionnels. Suppression des déchets plastiques à usage unique dans les événements et buffets



13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT À MESURER ET A REDUIRE

Impacts et orientations à travailler dans le cadre du plan d'action du BEGES et de la stratégie de neutralité carbone 2050

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT À MESURER

Réduction de l'usage de plastique à usage unique

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT À MESURER

Observatoire de la biodiversité et soutien à tous les processus d'inventaire. Campagne de sensibilisation «la Gironde se révèle»

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Lisibilité de l'action publique départementale (communication externe), Comité transversal sur

l'amélioration de l'accueil multi-canal (physique, téléphone, numérique...), Chantier de simplification des écrits administratifs

Avec le Conseil Départemental d'accès aux droits et le tribunal judiciaire, expérimentation sur 4 sites de visio-guichets : Sainte-Foy-la-Grande, Braud et Saint-louis, Captieux et Lesparre

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Gironde Numérique ; conférence des financeurs, Conseil Départemental d'Accès aux Droits

VP13 - Promotion de la santé et protection de l'enfance

Commissions :
22. Politique de la promotion de la santé et protection de l'enfance

PRIORITÉS DE MANDAT

- Prévenir les situations de placement, assurer la protection des enfants confiés au Président du Département et accompagner les jeunes majeurs vers leur autonomie
- Promouvoir la santé et réduire les inégalités d'accès aux services de prévention et de soins

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Garantir un accueil adapté aux projets de l'enfant	Objectif du mandat : limiter les ruptures de parcours des enfants Pendant le confinement, le Département a bien sûr poursuivi l'accueil des enfants et les interventions de protection prévues au domicile familial, même si celles-ci ont pu être espacées ou faites par téléphone Pour permettre l'embauche de personnel supplémentaire dans les structures d'accueil des enfants placés, dans ce contexte marqué par un absentéisme important et une augmentation de l'activité, le Département a dégagé un budget complémentaire. Il s'est rapproché des instituts de formations pour que les étudiants puissent venir renforcer les équipes éducatives. De plus, de nombreux agents ne pouvant effectuer leurs tâches habituelles se sont proposés en renfort, pour accompagner des déplacements de jeunes, faire du soutien scolaire, etc	Mise en place du projet pour l'enfant, PPE.	
Épanouissement de tous les êtres humains	Garantir l'accès pour tous à l'information en matière de santé et aux traitements	Objectif du mandat : 100% des collégiennes et des collégiens reçoivent une information sur la vie sexuelle et affective Signature d'une nouvelle Charte des Actions collectives entre le Département, l'ARS, l'Éducation Nationale et les partenaires associatifs qui est le résultat d'une réflexion collective	Expérimenter une plateforme d'accueil départementale en planification dans la perspective d'évolution des cpef vers des centres de santé sexuelle Une évaluation de la Téléconsultation mise en œuvre en santé sexuelle notamment afin d'améliorer l'offre en IVG médicalemente sur les territoires ruraux	
Épanouissement de tous les êtres humains	Favoriser la Co-construction des projets éducatifs avec les personnes concernées	Objectif du mandat : mise en place et installation de la gouvernance autour du Projet pour l'enfant, PPE.  Ouverture du village d'enfants à Sablons A Sablons, l'accueil de type familial consiste à faire vivre ensemble tout au long de l'année des frères et sœurs et des éducateurs familiaux dans une même maison. Ces maisons sont des lieux d'habitation, et non des lieux de vie collectifs. Le village présente l'architecture d'un petit lotissement pour créer un environnement familial, propose un bâtiment dévolu aux visites des parents et un autre pour les activités en commun	Poursuite de la construction du village d'enfants et de l'accompagnement Développer les conférences familiales	● 50 enfants accueillis dès le 24 août 2020
Préservation de la biodiversité	Intégrer les enjeux santé-environnement dans les milieux de vie	Objectif du mandat : intégrer la santé-environnement dans la formation des professionnels et des usagers Poursuite de la sensibilisation de chaque nouveau parent à la santé environnementale Participation à l'élaboration du 2 ^e guide concernant les recommandations environnementales en crèches	Vigilance accrue avec l'épidémie COVID 19 sur la diffusion de bonnes pratiques	● Près de 17000 parents sensibilisés 450 établissements d'accueil du jeune enfant ont été informés
Production et consommation responsables	Développer les groupes de paroles soutien à la parentalité sur tous les secteurs des PMI	Objectif du mandat : soutenir les groupes de paroles «actions collectives soutien à la parentalité» Dans le contexte de l'épidémie Covid-19 -maintien d'une offre de santé conséquente sur tout le département avec une moyenne de 100 séances de consultations par semaine; complétées de téléconsultations et d'entretiens téléphoniques Le service départemental de PMI s'est entièrement mobilisé pour : -prendre en charge les patients qu'il accompagne, afin d'éviter qu'ils se reportent sur le système de soin de droit commun, ou qu'ils ne reportent des soins et aggravent leur état. C'est le cas pour des familles en situation de vulnérabilité (médico-sociale, psychique...) en période périnatale ou pour des jeunes filles/femmes, notamment les mineures ou jeunes majeures et les non assurées sociales -assurer le suivi et les soins d'enfants et de parents pour permettre aux services hospitaliers et aux médecins libéraux de se recentrer sur la prise en charge des patients atteints de Covid-19, et éviter la saturation	Poursuivre l'investissement des équipes sur les lieux de vie des personnes (CADA, squatts, CHRS...) dans une approche de promotion de la santé et dans une coordination du réseau des acteurs impliqués (soins, social, hébergement...)	
Gouvernance et participation citoyenne	Inclure les usagers dans l'élaboration des innovations territoriales	Objectif du mandat : élaboration et mise en œuvre du Schéma départemental d'accessibilité aux services et intégration dans les Pactes territoriaux Contribution de la DPS et des PTS à chaque Contrat local de santé et Conseil local en santé mentale TS Implication dans la coordination des projets de MSP, centres de santé	Mise en œuvre des Projets sociaux de territoires, élaborés à l'échelle de chaque PTS	● 9 projets sociaux de territoires ● 16 Maisons de santé Pluridisciplinaires (MSP) ● 2 centres de santé ● 1 pôle de santé

Quels impacts de la VP13 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Aides financières
Politique de prévention éducative, d'actions de promotion de la santé et accompagnement PMI
Aller vers les populations les plus vulnérables (squats...)

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Conseils nutrition santé individualisés et collectifs dans le cadre des actions de promotion de la santé

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Conventions avec la CPAM sur la santé des jeunes
Actions départementales de promotion de la santé : sorties collectives «poussettes», mutuelle de village, Centre d'Action Médico-Sociale Précoce (CAMPS), etc.
Déploiement de l'IVG médicamenteuse sur le territoire rural. Évaluation et optimisation de toutes les actions de santé sexuelle auprès des collégiens (90 % des collèves)

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

>IMPACT POSITIF

Atelier pédagogique Raba à Bègles pour lutter contre l'échec scolaire et la descolarisation en proposant une alternative aux méthodes traditionnelles d'enseignement.
Actions d'éducation de santé sexuelle effectuées dans 90% des collèges du territoire
Mise en œuvre et soutien aux actions via les centres de planification et le planning familial.
Mooc protection de l'enfance (plan de formation départemental des professionnels de l'enfance)

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Journée «Les stéréotypes filles-garçons dans le monde de la petite enfance»

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

Construction du Village d'enfants à Sablons, maisons en bois à faibles émissions GES (en 2020)

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT FAIBLE

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Accélération de l'accompagnement à la formation des jeunes de l'ASE : mise en place d'actions spécifiques, parrainage
Reconnaissance et appui à la professionnalisation du métier d'assistant familial
Contractualisation de conventions avec certaines chambres consulaires pour l'accompagnement à l'emploi des jeunes de l'ASE

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Accueil renforcé des jeunes mineurs non accompagnés.
Travail avec les pays de départ: réalisation coopérative d'un documentaire sur les parcours migratoires des jeunes accompagnés dans le cadre de l'Aide Sociale à l'Enfance

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Appel à projet ASE, critères de développement durable et accompagnement de l'Institut Don Bosco

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT FAIBLE

Projet du LVA du Pass'Age sur l'économie locale (marchés, utilisation de la monnaie locale,...), réutilisation de vêtements et jouets : achats de jouets dans des lieux de récupération, promotion des dons de vêtements et meubles au niveau local (jeunes habillés quasi exclusivement avec des vêtements récupérés)

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Accueil en urgence des réfugiés climatiques mineurs et non accompagnés
Ouverture immédiate de lieux d'accueil d'urgence pour les jeunes à la rue en cas de canicule comme de grand froid

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> PAS D'IMPACT

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> PAS D'IMPACT

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Finalité de la politique de protection de l'enfance et de la famille
Mise en place d'un partenariat avec le Barreau de Bordeaux pour les mineurs non accompagnés (MNA) et les professionnels qui les accompagnent pour faciliter l'accès aux droits des mineurs et jeunes adultes
Conférences familiales

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Co-construction du Schéma de la protection de l'enfance et de la famille avec l'ensemble des partenaires publics, associatifs et privés
Installation du Conseil Départemental des Jeunes de l'Aide Sociale à l'Enfance



VP14 - Ressources humaines, modernisation des services et dialogue social

Commissions :
23. Ressources humaines
24. Modernisation des moyens et des services

PRIORITÉS DE MANDAT

- Engager un dialogue social de qualité au travers d'un agenda social multi-thématique sur 3 ans : politiques de l'emploi, salariale et promotionnelle, GPEC, mobilité interne, protection sociale complémentaire et amélioration des conditions de vie au travail...
- Accompagner l'évolution des services en tenant compte des nouvelles approches territoriales et législatives afin de promouvoir un service public départemental de qualité

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d'après le guide d'évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d'évaluation d'efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

 **Action phare 2020 stratégie de résilience**

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Cohésion sociale et territoriale	Favoriser l'échange, le transfert et le partage de compétences	Objectif du mandat : identifier les fonctions tutorales dans tous les services du Département Le Plan de développement managérial prévoit de relancer le tutorat dans notre collectivité et ceci en sus du développement des compétences, du co développement, du transfert des savoirs et de l'analyse des pratiques professionnelles. En matière tutorale, 2020 a été une année blanche : projet non lancé cause Covid-19. Le plan de mobilité des agents favorise l'évolution et l'adaptation des compétences : 163 diffusions de postes ont permis à 127 agents de faire une mobilité interne. 156 jurys organisés au titre du recrutement.	Déploiement en lien avec le programme de formation et d'intégration de primo managers, de tuteurs confirmés pour assurer la transmission d'une culture managériale partagée : accompagnement, conseils, ressources hors lien hiérarchique	235 Agents sont suivis en parcours professionnels (775 entretiens) 65 apprentis sont intégrés à partir de septembre 2020.
Épanouissement de tous les êtres humains	Développer la démarche Santé et qualité de vie au travail (SQVT)	Objectif du mandat : intégrer dans chaque projet de services une réflexion SQVT Dans le cadre d'un plan de prévention de l'absentéisme lancé au Département, chaque direction a intégré une réflexion pour améliorer les conditions de travail dans les unités de travail et le présentisme dans un souci d'amélioration continue de la santé, de la qualité de vie et des relations managériales. Tous les nouveaux dispositifs et projets RH font l'objet d'un dialogue social et de démarches consultatives avec les usagers. (ateliers participatifs, questionnaires, rencontres de proximité territorialisées...) Le groupe Actions Handicap permet d'entendre les usagers pour construire la politique Handicap du Département. Vote en plénière du déploiement massif du télétravail.	Déploiement d'actions sur site et d'expérimentations en articulation avec le dispositif transitoire de télétravail qui a été entièrement revu pour s'adapter à la stratégie de résilience girondine, accompagner les agents et renforcer la cohésion. Signature de la convention FPIHP	Du fait de la mobilisation de l'équipe de Prévention sur la gestion de la crise sanitaire les indicateurs ne sont pas significatifs, les enquêtes qualitatives prévues en matière de qualité de vie au travail n'ont pu être réalisées et sont reportées en 2021.
Lutte contre le changement climatique	Poursuivre la sensibilisation - action des agents à la réduction des gaz à effet de serre (GES)	Objectif du mandat : élaborer et mettre en œuvre un plan de sensibilisation des agents au bon usage des bâtiments  Plan de déplacement favorisant le télétravail et les mobilités alternatives à la voiture solo pour les agents Mesures incitatives d'accompagnement au changement des pratiques modales (prime vélo, amélioration du stationnement vélo, dotation vélo électrique, services vélo actions remise en selle, ateliers mécaniques, codage vélo...), TC (participation employeur), covoiturage (système de mise en relation, stationnement plus favorable)	Prise en compte des usagers dans les décisions : café covoitureurs, SIG, ateliers de coworking organisés en central et sur les territoires ou à distance en fonction de la situation sanitaire. Extension de l'accès aux transports en commun par modification des modalités d'accès aux parkings et extension de l'autorisation de télétravail à domicile. Communiquer sur le BEGES et la stratégie neutralité carbone	500 000 euros consacrés au BP 2020 pour favoriser les déplacements pendulaires de tous les agents du Département (par transfert vers des modalités durables de déplacement (dont 120 000 euros pour le forfait vélo ...))
Préservation de la biodiversité	Conforter la démarche saine d'entretien des locaux	Objectif du mandat : généraliser le nettoyage sain et écologique des locaux entretenus par le Département Nettoyage sain et écologique systématisé dans tous les locaux Charte de la qualité des relations entre collègues pour se respecter dans la période de crise sanitaire avec les équipes d'entretien	Développement de bonnes pratiques dans ce domaine par des actions de formation	Année blanche : en terme d'indicateurs : actions non programmées en 2020 En effet les agents ont été formés au protocole de nettoyage spécifique lié à la crise sanitaire en central, dans les collèges et dans tous les établissements
Production et consommation responsables	Renforcer la responsabilité sociale et environnementale de chaque agent	Objectif du mandat : décliner les engagements de responsabilité sociétale dans les projets de services Partage de l'évaluation Engagé-RSO (AFAQ 26000, AFNOR 2019) avec tous les services. En 2019, selon le référentiel d'évaluation AFAQ 26000 RSO Engagé, la cotation de la gouvernance interne est passée en 3 ans de 49/100 à 75/100. Dans un contexte incertain lié à la crise sanitaire qui a impacté tous les services départementaux, la DRH a fait évoluer ses dispositifs et interventions pour permettre à tous les agents d'adapter leur pratique professionnelle au contexte et trouver le meilleur équilibre vie professionnelle - vie privée Échanges partenariaux et retours d'expériences nationaux.	Évaluation mi-parcours par l'AFNOR au 1 ^{er} trimestre 2021 Décliner la stratégie RSO et résilience dans les projets de service et «décliner les ODD dans les services et auprès des agents» (préconisation AFNOR 2019) Poursuivre la prise en compte de la concertation et de la participation dans les dispositifs RH	La responsabilité sociétale de l'organisation est «exemplaire» selon AFAQ 26000 cotée à 703/1000 en 2019 (642/1000 en 2012, 569/1000 en 2015)
Gouvernance et participation citoyenne	Renforcer le dialogue social	Objectif du mandat : mettre en place un agenda social pour planifier les échanges et construire les évolutions en matière de ressources humaines. Dialogue social renforcé dans la période de crise sanitaire - Annonce du calendrier de l'agenda social - Échanges tri-hebdomadaires avec le secrétariat général du CHSCT pour irriguer l'ensemble des représentants du personnel - Groupe de travail en lien avec la loi de transformation de la Fonction Publique (carrière et mobilité) - Groupe de travail sur les collègues et la DPEF	Mise en œuvre de la réforme de transformation de la Fonction Publique Territoriale Évaluation continue de la réorganisation de la DRH afin d'adapter sa gouvernance et ses compétences à la stratégie de résilience girondine	23 groupes de travail (9 DPEF, 8 DC, 1 mobilité, 3 carrières, 2 télétravail) 15 instances (5 CHSCT, 3 CT, 6 CAP, 1 CCP)

Quels impacts de la VP14 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> IMPACT POSITIF

Déprécarisation et attention privilégiée sur les agents de catégorie C
Déploiement du RIFSEEP pour une amélioration du pouvoir d'achat

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Maintien de l'objectif de qualité mais en mode dégradé du fait de la crise sanitaire, à redéfinir avec la montée en puissance du télétravail (circuits courts, bio...)

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Mesures de protection des agents au regard de la crise sanitaire et aménagement des conditions de travail conciliant protection et continuité de service (adaptation des postes de travail, soutien psychologique et adaptation des collectifs de travail...)

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> IMPACT POSITIF

Fonctionnement perturbé de l'Institut interne de Formation et de Management (IFM) du fait de la crise sanitaire.
Plan de formation pluriannuelle des agents, développer des outils de formation à distance : MOOCS et Tutoriels
Formation obligatoire de tous les managers à l'accompagnement du télétravail.

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

>IMPACT POSITIF

Délégation égalité Femmes-Hommes, mise en œuvre de la Charte européenne de l'égalité

Animation d'un groupe de référents internes
Rédaction d'un rapport annuel de situation
Mise en œuvre du RIFSEEP : réduction des inégalités salariales
Mise en place d'un recueil et traitement des signalements des discriminations

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> PAS D'IMPACT

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> PAS D'IMPACT

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT POSITIF

Maintien des contrats en cours pendant la crise sanitaire
Attention continue portée sur les conditions de travail et priorité ATTEE Collèges

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> PAS D'IMPACT

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> IMPACT POSITIF

Réduction des inégalités de rémunération entre filières et catégories par la mise en place du RIFSEEP

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT FAIBLE

Expérimentation biblioGironde, création de groupes d'agents pour la co-conception d'espaces partagés.

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT FAIBLES

Les consommations se sont focalisées sur les dimensions sanitaires
Actions santé-environnement et maîtrise des fournitures + critères de développement durable dans les marchés publics + plan de mobilités douces
Communication interne et communautés Mascaret

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Développement du télétravail et de la mobilité digitale
Adaptation des horaires de travail

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT À MESURER

Voir critères commandes du Restaurant Inter Administratif / pêche durable

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NEUTRE

16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT POSITIF

Agenda social très dense dans la période de crise sanitaire, dialogue permanent et renforcé, mise en transparence des informations et des données, mission de médiation, déontologue. Chantier de simplification administrative et de la qualité de l'accueil.
Référent laïcité, lutte contre les discriminations

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT POSITIF

Qualifier mieux les échanges avec notamment le CNFPT et le CDG.
Améliorer les pratiques et les commissions d'échanges.
Des projets inter-institutionnels qui pourraient être développés dans #LaBase : simplification administrative
- Mois de l'innovation publique 2020



VP15 - Patrimoine départemental

Commissions :
25. Patrimoine départemental

PRIORITÉS DE MANDAT

- Rationaliser le Patrimoine Départemental
- Actualiser le partenariat avec l’État
- Améliorer l'existant et le nouveau patrimoine dans une optique de Développement Durable

Responsabilité sociétale

Légende amélioration PDCA

(d’après le guide d’évaluation AFAQ 26000 collectivités - AFNOR)

- P = Planifié.** Mise en œuvre et actions en cours
- D = Déployé.** Mise en œuvre systématique avec toutes les parties prenantes avec éléments d’évaluation d’efficacité.
- C = Contrôlé.** Mise en œuvre et évaluation systématique. Amélioration au regard des mesures de résultats.
- A = Amélioré.** Mise en œuvre, évaluation et améliorations systématiques à partir des résultats et en comparaison des meilleures pratiques externes.

Action phare 2020 stratégie de résilience

FINALITÉS NATIONALES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE	AMBITION VICE-PRÉSIDENTE	FAIT EN 2020	PRÉVU POUR 2021	REPÈRES
Épanouissement de tous les êtres humains	Développer l'évaluation du bien-être au travail sur le volet patrimonial	Objectif du mandat : évaluer le bien-être dans les bâtiments du Département La démarche BIM est en cours sur 2 projets pilotes : - La Maison du Département des Solidarités de Langon - Le parc routier départemental Cette démarche permet une meilleure compréhension du projet dès la conception par ses futurs utilisateurs. Une approche de la réalité virtuelle sera utilisable pour le traitement des questions d'ergonomie Exemple : le traitement des ponts roulants des mécaniciens Exploitation du rafraîchissement adiabatique (évaporation d'eau de pluie récupérée) sur le pôle territorial de solidarité de Lormont (bilan en cours)	L'information des agents et des cadres du Département sur les interventions de dépannage et/ou de logistique de leur lieu de travail sera accessible depuis le système d'information géographique Le bâtiment sera visible en 3 D et des services seront proposés par bâtiment : un annuaire, le suivi des interventions, le ratio des surfaces pour une entité fonctionnelle, les températures, la qualité de l'air, l'occupation des salles de réunion	● Le nombre de bâtiments considérés comme très critiques en 2017 est passé de 50 à 19 en 2020 avec un objectif de réduction de moitié en 2021
Lutte contre le changement climatique	Réduire l'impact climatique du patrimoine	Objectif du mandat : réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au déplacement des agents Poursuite de la diminution du Diesel et de l'augmentation de l'électricité dans le cadre du plan de déplacement des agents et de la réduction du BEGES du Département (stratégie neutralité carbone 2050)	Le projet a concerné les PTS de Bordeaux, Libourne, Castelnau du Médoc, de Lanton. Suivront ensuite les autres pôles en commençant par Langon fin 2020	● 56 véhicules électriques (+13 par rapport à 2019) 4 véhicules hybrides (pas d'acquisition 2020) 139 diesel (- 16 par rapport à 2020)
Lutte contre le changement climatique	Réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement des bâtiments	Objectif du mandat : réduire les émissions de gaz à effet de serre liées au fonctionnement des bâtiments. Poursuite de l'amélioration du contrôle des consommations Difficultés liées aux contraintes sanitaires d'aération des locaux contradictoires avec les objectifs de limitation des consommations énergétiques des bâtiments (ajustements nécessaires) Amélioration du contrôle de la production des panneaux photovoltaïques Exemplarité de deux nouveaux centres d'exploitation routier à Saint Martin Lacaussade et Saint Avit Saint Nazaïre	Réflexion sur la mise en place des nouveaux marchés de performance énergétique Dans le but de maintenir nos consommations et de poursuivre l'amélioration de la performance des installations,insertion de la fourniture d'énergie dans les nouveaux marché de chauffage avec intéressement	● Maintenir les consommations aux niveaux atteints malgré les conséquences aération COVID-19 ● 2 nouveaux centres routiers : 600 panneaux solaires; production ENR>à 50% consommation des bâtiments, murs ossatures bois, récupération d'eau, zones tampons, équipements 7 bornes pour véhicules électriques...
Préservation de la biodiversité	Poursuivre l'intégration des enjeux d'économie d'eau au sein des bâtiments	Objectif du mandat : maîtriser les consommations d'eau dans les bâtiments Souscription aux alertes fuites des différents concessionnaires	Objectif : 70 % des compteurs en 2021 équipés pour la détection des fuites Chiffrer les objectifs de récupération d'eau sur le patrimoine départemental en écho à l'avis du panel citoyen	● 50 % des compteurs équipés ● Taux de réduction des pertes d'eau liées aux fuites
Production et consommation responsables	Renforcer la pertinence des choix patrimoniaux en termes de développement durable et affiner les critères de la commande publique en conséquence	Objectif du mandat : mutualiser et optimiser les marchés publics départementaux pour une consommation responsable Travail en cours avec le CEREMA sur la qualité de l'air sur le nouveau pôle de Langon, sous forme de commissionnement	Mettre en place un contrôle/suivi annuel des débits de ventilation sur 10 bâtiments Suivre les impacts des contraintes sanitaires liées au COVID	● 100 % des opérations alignées sur les recommandations européennes de qualité de l'air (36 m3/h/ agent) : Test des 36 m3/h sur le nouveau pôle de Langon
Gouvernance et Participation citoyenne	Généraliser la concertation avec les acteurs concernés durant toutes les phases du projet	Objectif du mandat : organiser des concertations entre les usagers / agents / entreprises / services pour que chacun prenne sa place sur les opérations structurantes Pour le Parc routier départemental, pas moins de 9 réunions avec les ergonomes avec les différents services du parc pour adapter les équipements aux besoins des utilisateurs NODRIS : 3 ateliers de travail associant les futurs utilisateurs permettant de projeter le fonctionnement et les différents usages du domaine	Lancement de la consultation pour la réalisation du parc routier départemental pour un début des travaux au 2e semestre 2021 (livraison prévue mai 2023)	● 100 % des agents associés dès les phases programmes

Quels impacts de la VP15 sur les 17 Objectifs de développement durable #ODD ?

1 Éliminer l'extrême pauvreté

> PAS D'IMPACT

2 Éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable

> IMPACT FAIBLE

Jardin alimentaire partagé sur la dalle de Mériadeck et sur la MDSI d'Eysines. Envisager des espaces cultivés sur les toits ou abords des bâtiments. Cession d'une réserve foncière au Taillan pour l'installation d'une maraichère et mis à disposition de 8ha pour l'installation de maraîcher.e.s sur le domaine Départemental de Nodris. Expérimentation d'un frigo partagé sur le Pôle Territorial de Solidarité de St André de Cubzac

3 Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

> IMPACT POSITIF

Ménager les conditions du bien être des agents des usagers. Adaptations contraintes sanitaires COVID-19 et développement de bonnes conditions de télétravail.
Réappropriation du bâtiment Gironde Egalité (étages supérieurs)

4 Assurer l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

> PAS D'IMPACT

5 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

> PAS D'IMPACT

6 Garantir l'accès de toutes et tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

> IMPACT POSITIF

Systématisation de la récupération des eaux pluviales sur tous les bâtiments. Travail avec les concessionnaires pour la mutualisation des données permettant la détection des fuites (SID). Mise en œuvre de compteurs connectés

7 Garantir l'accès de toutes et tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

> IMPACT POSITIF

Alimentation de tous les bâtiments départementaux en électricité verte et maîtrise des consommations. Relance du marché de performance énergétique en 2020 avec pour enjeu d'aller au delà de la rentabilité financière en lien avec le BEGES et la stratégie neutralité carbone 2050

8 Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour toutes et tous

> IMPACT INDIRECT

Critères sociaux et écologiques dans la commande publique

9 Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à toutes et tous et encourager l'innovation

> IMPACT FAIBLE

Dresser le bilan de l'expérimentation QRad

10 Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

> PAS D'IMPACT

11 Faire en sorte que les villes et territoires soient ouverts à toutes et tous, sûrs, résilients et durables

> IMPACT POSITIF

Mise en œuvre de mutualisations de bâtiments pour assurer la présence des services publics départementaux sur le territoire en accompagnement des schémas directeurs des politiques départementales et en lien avec les autres services publics : Maisons France Service de Castillon La Bataille, de Lormont et, ouverte en septembre 2020, de Léognan

12 Établir des modes de production et de consommation durables

> IMPACT POSITIF

Réduction des consommations. Utilisation eau de pluie. Opération «Petite laine» de sensibilisation et d'accompagnement aux changements des comportements pour les agents
Filières de tris pour tous les déchets et agents et adoption des meilleurs pratiques. Restent à analyser les impacts de la COVID-19 sur la production de déchets (plastiques, masques...) de l'organisation
AMO de recyclage et emploi des matériaux sur le chantier biblio.gironde.

13 Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

> IMPACT POSITIF

Réduction des consommations d'énergie - recours aux énergies renouvelables-utilisation eaux de pluie - quasi suppression de la climatisation dans les bâtiments neufs : mise en place d'une climatisation mobile pour rafraîchissement en période de canicule. Test de rafraîchissement adiabatique (évaporation d'eau de pluie récupérée) sur le pôle territorial de solidarité de Lormont

14 Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

> IMPACT NON MESURÉ

15 Préserver les écosystèmes terrestres, en veillant à les exploiter de façon durable, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser le processus de dégradation des sols et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité

> IMPACT NON MESURÉ



16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à toutes et à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à toutes et à tous

> IMPACT FAIBLE

Assurer par l'implantation de bâtiments mais aussi par des solutions innovantes de mutualisation d'espaces existants la présence des agents sur le territoire au plus près de tous les habitants

17 Partenariats (multi-acteurs) pour la réalisation des objectifs

> IMPACT FAIBLE

Organisation concertée pour l'implantation de tout nouveau bâtiment

Conclusions générales de l'évaluation RSO de 2019

Responsabilité Sociétale des Organisations

Objectifs atteints Objectifs ciblés

SCORES	CRITÈRES
80 %	1. Vision et gouvernance ✓ Redevabilité assumée et affichée envers les Objectifs mondiaux de développement durable (ODD) Il reste à décliner les ODD dans les services et auprès des agents
75 %	2. Gestion interne responsable ✓ Renouvellement de la fonction Ressources humaines Appropriation de la stratégie RSO/DD par les agents
65 %	3. Dynamique de développement et aménagement territorial ✓ Une volonté de concertation affirmée et réelle Plus d'ambition dans les ODD conditionnalités (critères pour les aides et subventions départementales)
65 %	4. Service aux populations et cohésion sociale ✓ Territoire 100 % inclusif Identifier le taux de non recours aux dispositifs sociaux
61 %	5. Transition écologique ✓ Une volonté de territoire résilient Diminuer l'artificialisation des sols et les gaz à effet de serre

Le Département qualifié d'exemplaire pour sa responsabilité sociétale.

Dès 2012, il a été le premier département français à faire évoluer sa responsabilité sociétale par un tiers au regard de la norme internationale de Responsabilité Sociétale des Organisations ISO 26000 qui concerne les acteurs privés comme les acteurs publics. En 2015, il avait renouvelé l'évaluation en conservant le niveau «confirmé». En 2019 a eu lieu la troisième évaluation de l'organisation par AFNOR Certification selon le modèle RSO Engagé AFAQ 26000. Avec cette nouvelle évaluation le Département atteint le dernier niveau dit «Exemplaire». Le Label Engagé RSO évalue le niveau d'intégration des principes de l'ISO 26000 ainsi que les 17 ODD des Nations-Unies dans la stratégie et le management de l'organisation, en lien avec son territoire.

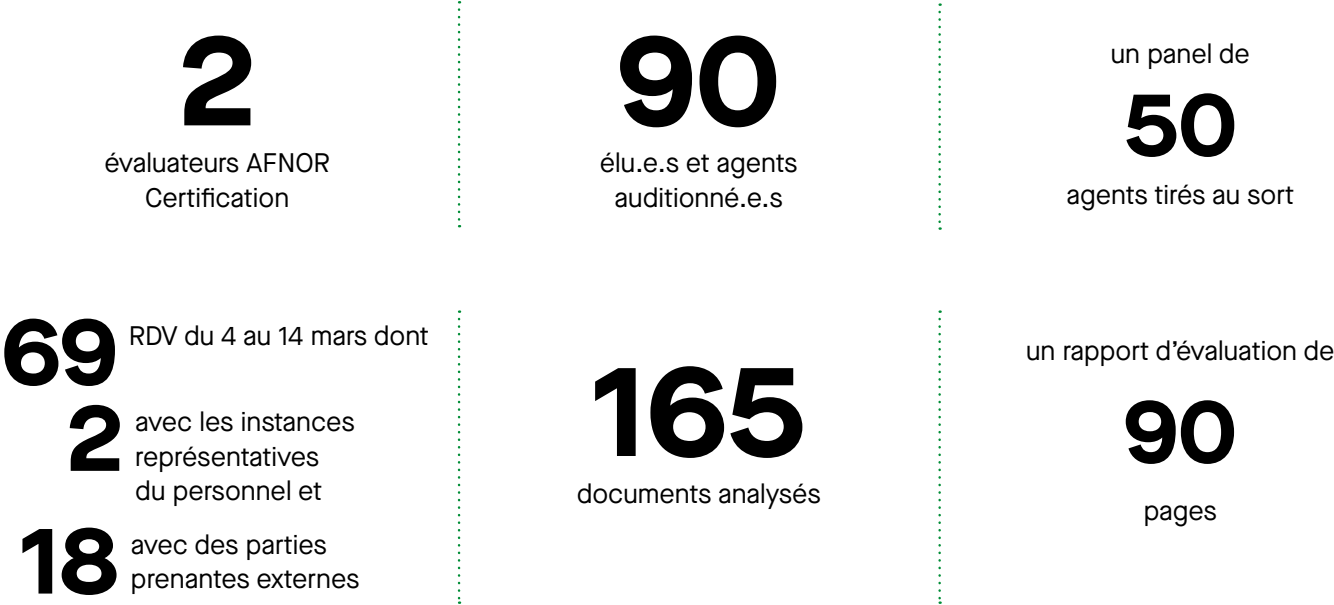
«Le département de Gironde continue de mettre clairement ses engagements en lien avec le Développement Durable dans toutes ses dimensions. La politique de Responsabilité Sociétale, même si elle n'est pas définie formellement, est de fait intégrée au dispositif. L'évaluation donne l'impression confirmée que les étapes précédentes avaient pour but d'établir des fondations solides en la matière et que la construction peut maintenant se pérenniser sur celles-ci. L'Agenda2030 sert clairement de boussole. »Extrait du rapport d'évaluation, p. 11.

Le label est obtenu pour une durée de 3 ans sous réserve d'une évaluation de suivi à mi-parcours qui aura lieu au premier trimestre 2021.

Responsabilité Sociétale des Organisations

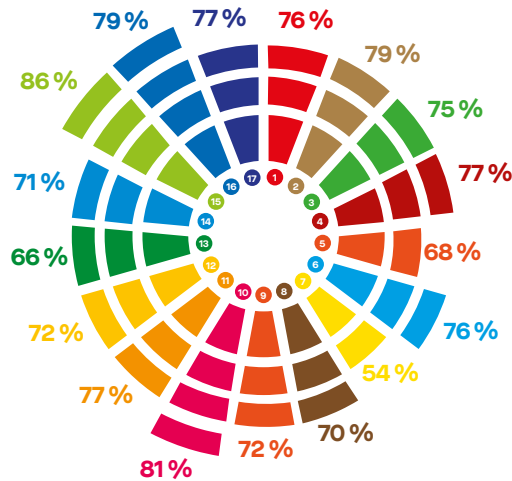


Chiffres clefs de l'évaluation 2019 (évaluation mi parcours prévue 1^{er} semestre 2021)



Une stratégie RSO du département de la Gironde équilibrée contributive aux 17 ODD

Une stratégie de résonance



Afin de mutualiser compétences, pratiques, moyens, outils et méthodes, le département est partenaire du réseau régional RÉSONANCE (www.resonancerse.com) né de la volonté d'organisations professionnelles et institutionnelles de 13 secteurs d'activités de développer les démarches de responsabilité sociétale dans les organisations publiques et privées sur tout le territoire.

